

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 mars 2025

J'ai placé à la fin de la causerie des documents qui m'avaient semblé intéressants, car trop longs, pour ne pas indisposer les lecteurs.

J'écris tous les jours sur des sujets divers. Mes réflexions sur la société ou la vie en général, je les balance 9 fois sur 10, je n'ai pas le temps de développer. Quant à l'actualité, c'est problématique.

On rédige un texte et on le met de côté, 2 ou 3 plus tard il faudrait tellement le retoucher qu'il part à la poubelle ou il faut en écrire un autre et ainsi de suite, c'est épuisant à la longue.

A un moment donné on se demande quand cela va-t-il s'arrêter, c'est à devenir fou. Ils adoptent une mesure et trois jours plus tard ils l'annulent. Là, c'était du concret et pas des spéculations ou des prévisions, du coup on se demande s'il y a encore un pilote dans l'avion ou s'il est devenu ingouvernable. Cela y ressemble au premier abord, mais il faut se méfier aussi des apparences, la bonne réponse pourrait être que plusieurs pilotes tenteraient d'en prendre le contrôle, du coup l'avion modifie sa trajectoire sans qu'on sache pourquoi, ce qui soulève bien des questions.

Un crash ou krach pourrait-il se produire suite à une mauvaise manœuvre ? C'est improbable, ce sont tous des pilotes professionnels, je ne parle pas de Trump ou de Macron qui figurent sur la liste des bagagistes. Je pense plutôt aux multi milliardaires qui sont en mesure d'influencer le cours de la situation mondiale, s'ils ne contrôlent pas tout, ils ont le pouvoir de déclencher ou d'éviter des guerres. Ils se relaient aux commandes, et s'ils ont un plan de vol préétabli, il arrive souvent qu'ils en changent en cours de route quand ils rencontrent de violentes perturbations, ce qui les amène à atterrir parfois loin de la destination qu'ils s'étaient fixés ou même de rebrousser chemin, ils ne sont pas du genre à adopter un comportement suicidaire. Ils chargeront leurs petits télégraphistes de justifier leurs revirements sans plus de détails...

Vous aurez compris que pour continuer à faire ces causeries consciencieusement, cela devient un casse-tête, je perds beaucoup de temps et je fatigue. Personne ne semble comprendre ma démarche politique, soit. La situation recèle une multitude de facettes qu'on ne soupçonne même pas généralement, parce que notre mode de penser a été façonné de telle manière, on passera à côté, nos a priori feront le reste. La situation n'est pas compliquée en soi, elle est très complexe, du fait que le temps passant les facteurs ou les représentations se sont multipliés sans toujours être en mesure de leur accorder l'importance ou la place qu'ils occupent, et de discerner le rôle précis qu'ils remplissent de nos jours sachant que ces facteurs ont évolué également, du coup quand on aborde les rapports qu'ils ont entre eux, si on n'a pas suivi, on croit savoir de quoi on parle, mais en réalité, on est paumé ! Si en plus on a hérité d'un esprit obtus, borné, dogmatique, on est très mal barré !

Je ne prétends pas avoir compris grand-chose, en revanche, je sais que lorsqu'on est indépendant, en faisant preuve de détermination on peut progresser, et y voir un peu plus clair. Avant de vous quitter, je vais vous mettre sur une piste.

On doit considérer honnêtement la réalité, l'histoire telle qu'elle s'est véritablement déroulée jusqu'à présent. On est en présence d'une situation donnée qui est le produit du passé. Quelle en aurait pu être la négation ? Pourquoi le monde devrait-il être forcément tel qu'on se le représente de nos jours ? A-t-on seulement imaginé sa négation ? Peut-être qu'on pourrait découvrir les conditions qui la rendraient réalisable, qui auraient permis d'arriver à un tout autre résultat. Après tout rien n'est écrit, pourquoi le futur devrait-il forcément ressembler au passé, pourquoi n'incarnerait-il pas autre chose, ce que le passé n'a pas été en mesure de réaliser justement, dans le cas contraire, l'humanité n'aurait jamais progressé, a-t-on seulement réfléchi à cela ?

C'est une honte !

Débat sur "être Français": François Bayrou s'exprimera "tout début avril" BFMTV 26 mars 2025

Il faudra aussi dénazifier la France !

Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron est la personnalité internationale préférée des Ukrainiens - Le HuffPost 27 mars 2025

« Effort de guerre ». Charité bien ordonnée commence par soi-même, c'est bien connu...

Bild : 66 000 employés d'institutions européennes verraient leur salaire augmenter pour la 7e fois en trois ans - RT 24 mars 2025

Environ 66 000 employés d'institutions de l'Union européenne bénéficieraient d'une hausse de salaire en avril, a rapporté *Bild* le 24 mars. Selon le journal allemand, il s'agirait de la 7e augmentation de salaire en trois ans, depuis janvier 2022. Cette fois, les employés des institutions de l'UE bénéficieraient d'une augmentation de 1,2 %, ou du reste de l'augmentation de salaire de 8,5 % qu'ils auraient dû recevoir l'année dernière, mais qu'ils n'ont obtenu qu'à hauteur de 7,2 % en raison de difficultés financières, rapporte *Bild*.

La hausse des salaires devrait également concerner la Commission européenne. *Bild* précise que le salaire des commissaires européens passerait de 26 200 euros à 28 400 euros par mois, soit une augmentation de 2 200 euros. Le salaire de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen augmenterait un peu plus, de 2 700 euros, et s'élèverait à environ 34 800 euros par mois. Quant au salaire minimum des autres employés, il serait lui aussi revu à la hausse, passant de 3 361 à 3 645 euros par mois. Dans le même temps, leur salaire maximum passerait de 23 262 euros à 25 229 euros par mois.

L'opposition parlementaire introuvable. Les partis présents à l'Assemblée nationale se partagent les sièges et les prébendes, les places et le fric si vous préférez.

Qui a dit en réponse à un parlementaire ?

- *"Je tiens à vous rappeler que la répartition des sièges au sein des différents organismes extraparlimentaires a fait l'objet d'une longue négociation parmi les groupes politiques, au terme de laquelle un accord a pu être trouvé. Je précise que cet accord a été unanime: tous les groupes, dont le vôtre, ont considéré que la répartition trouvée respectait la représentativité des groupes, parité et pluralisme"*, écrit la présidente de l'Assemblée. BFMTV 21 mars 2025

Réponse : La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet

En famille.

Nucléaire: Dominique Voynet nommée dans un comité, Yaël Braun-Pivet répond aux protestations - BFMTV 21 mars

Totalitarisme. L'étau de la dictature se referme.

Permis de conduire : l'UE durcit les sanctions pour les infractions au code de la route - RT 27 mars 2025

Le 25 mars, le Parlement européen et les États membres ont décidé d'étendre la suspension du permis de conduire en cas d'accident grave à l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne.

En vertu des nouvelles règles, toute interdiction ou restriction imposée par un État membre à un conducteur en cas d'accident grave de la route s'appliquera également dans le pays où le permis de conduire a été délivré. Le pays qui a délivré le permis devra alors appliquer l'interdiction dans l'ensemble de l'UE.

J-C - Le principe de subsidiarité était de nature totalitaire.

Jusqu'à présent les opposants politiques à un régime tyrannique pouvaient fuir ou se réfugier dans un autre pays pour échapper aux condamnations injustes adoptées contre eux, ils pouvaient bénéficier du droit d'asile dans certains cas, bientôt ce ne sera plus possible, parce que les législations nationales totalitaires auront acquis une portée universelle ils seront poursuivis sur tous les continents ou ils ne pourront pas avoir une vie normal...

Les Américains s'octroient déjà le droit de poursuivre n'importe quelle entreprise ou n'importe quel citoyen à travers le monde qui aurait enfreint leurs normes juridiques selon eux ou qui présenterait un danger pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Ce principe relève de l'abus de pouvoir caractérisé appliqué par un régime de type impérial et despotique, qui aurait vocation à étendre son pouvoir à la planète entière.

Lu. En Inde, ils préconisent entre autres de privilégier les secteurs de la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, l'électricité, les transports publics, etc. pour assurer le développement du pays, mais en France ce serait un crime... au détriment de l'économie de guerre, du CAC40...

Il faudrait en Inde, selon Courrier International : - commencer par une plus grande intervention de l'État dans l'économie – ce qui va plutôt à rebours de la doctrine développée par le gouvernement Modi. Le gouvernement, estime *Business Today*, doit mieux s'investir dans certains secteurs clés comme la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, l'électricité, les transports publics et les services financiers. Autant de domaines encore largement en souffrance dans de nombreuses régions, surtout rurales, du pays. Courrier International 23 mars 2025

J-C – En Inde, la semaine de travail de 5 jours ou 2 jours de repos consécutifs devraient être la revendication sociale prioritaire, parce qu'elle changerait la vie des travailleurs indiens, j'irais même jusqu'à dire qu'elle la révolutionnerait, car ce qu'ils vivent, c'est pire que l'esclavage d'autrefois, c'est littéralement l'enfer.

Non seulement tu es hyper exploité, tu croules sous les contraintes, tu as un rythme de vie effréné, et tu ne bénéficies d'aucun temps libre pour t'épanouir sur le plan individuel, pour réfléchir et te reposer. Bref, tu ne disposes finalement d'aucune liberté, le niveau d'oppression est maximum, car il n'existe aucun moyen d'échapper à ce destin effroyable, et ils osent appeler cela une démocratie.

Une avalanche de bonnes nouvelles, si, si.

L'Europe abandonne l'idée d'envoyer des troupes en Ukraine selon Reuters - 26 mars 2025

Après le rejet de Moscou et sans appui réel des États-Unis, les pays européens abandonnent leur plan d'envoyer des troupes en Ukraine. Comme le révèle Reuters ce 26 mars, les capitales occidentales reculent, conscientes qu'un tel projet constitue un risque majeur et très difficile à assumer politiquement.

Alors que les tensions restent vives concernant l'avenir du conflit en Ukraine, l'idée d'un déploiement militaire occidental s'effondre. Selon un article publié par Reuters ce 26 mars, les discussions européennes se détournent clairement de l'envoi de troupes au sol. La France et le Royaume-Uni, qui avaient envisagé un programme impliquant des milliers de soldats pour stabiliser un éventuel cessez-le-feu, revoient désormais leurs plans.

Un diplomate européen, cité par Reuters, résume la situation : *«Ils prennent du recul par rapport à l'envoi de troupes au sol et tentent de redimensionner ce qu'ils faisaient en vue d'une solution plus raisonnable»*. Un autre ajoute : *«Lorsque l'Ukraine était dans une meilleure position, l'idée d'envoyer des troupes était séduisante. Mais aujourd'hui, avec la situation sur le terrain et l'administration américaine telle qu'elle est, ce n'est pas très sexy»*.

Ce désengagement est également dû grâce à la position de la Russie, qui n'a cessé de prévenir qu'une intervention militaire occidentale serait considérée comme une escalade directe. À cela s'ajoute le refus de Washington de soutenir activement un déploiement européen. Sans l'appui

logistique et politique des États-Unis, l'Europe peine à s'organiser seule. Selon TASS, cette réorientation est motivée autant par les réalités militaires que par l'opposition explicite de Moscou.

L'Europe cherche des alternatives, mais reste divisée

Si l'idée d'une force terrestre collective semble abandonnée, certains pays envisagent encore un rôle mais plus discret. Toujours selon Reuters, des missions de formation ou de soutien technique pourraient être menées individuellement par certains États membres. La Finlande, par exemple, a déjà annoncé qu'elle ne participerait à aucune présence militaire en Ukraine.

Un document initial préparé pour le sommet de Paris du 27 mars évoque une éventuelle «*force de réassurance*» opérant uniquement dans le cadre d'un futur accord de paix, avec aval international. Mais ces projets restent largement théoriques. Comme le souligne un haut fonctionnaire cité par Reuters, les garanties de sécurité proposées à l'Ukraine ressemblent plus à un «*buffet de petit-déjeuner*» sans véritable cohérence opérationnelle.

Keir Starmer, Premier ministre britannique, a reconnu que les efforts militaires occidentaux se concentraient désormais sur la surveillance des espaces aériens et maritimes.

Une approche défensive et périphérique qui reflète la crainte d'un engagement direct contre la Russie. Giorgia Meloni, chef du gouvernement italien, a d'ailleurs rejeté publiquement l'idée française d'un déploiement, la jugeant trop risquée.

Pour la Russie, ce recul européen confirme que les menaces d'intervention étaient avant tout des postures médiatiques. Les contraintes logistiques, la faiblesse de l'armée ukrainienne et l'absence de leadership stratégique en Occident ont rendu irréalisable ce que certains qualifiaient de «*mission de paix*». L'Europe, aujourd'hui, revient à une réalité plus sobre : éviter un conflit avec la Russie, tout en maintenant l'illusion qu'il apportera un soutien efficace à Kiev.

La France, l'Italie et l'Espagne s'opposent au plan de défense par endettement d'Ursula von der Leyen - RT 26 mars 2025

La proposition de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, cherchant à renforcer l'autonomie militaire de l'Union européenne grâce à un plan de prêts massifs, rencontre une opposition ferme de plusieurs pays. Selon un article de *Politico*, publié ce 26 mars, la France, l'Italie et l'Espagne refusent d'adhérer au mécanisme de 150 milliards d'euros de prêts, craignant une aggravation de leur dette nationale déjà très élevée.

Le plan «*Rearm Europe*», présenté début mars, prévoit un assouplissement temporaire des règles budgétaires de l'UE afin de permettre aux États membres d'augmenter leurs dépenses militaires de 1,5 % du PIB sur quatre ans. L'objectif affiché par Bruxelles est double : soutenir l'Ukraine et réduire la dépendance stratégique envers les États-Unis. Toutefois, les prêts envisagés par la Commission continueraient d'apparaître dans les comptes nationaux, ce qui inquiète fortement les pays du sud de l'Europe.

«*Von der Leyen propose un plan presque exclusivement basé sur la dette nationale des États*», a déclaré la Première ministre italienne Giorgia Meloni, citée par *Politico*. La France, avec un ratio dette/PIB supérieur à 110 %, redoute quant à elle un impact négatif sur sa notation de crédit.

Les pays du Sud plaident pour des subventions européennes

Face à cette impasse, les gouvernements de Madrid, Rome et Paris plaident pour un autre mécanisme : les «*obligations de défense*», c'est-à-dire des subventions financées par un emprunt commun de l'UE sur les marchés. Ce système nécessite toutefois l'unanimité des 27 États membres, un obstacle majeur puisque l'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres pays du nord refusent catégoriquement toute forme de mutualisation de la dette. «*Pas d'euro-obligations*», a tranché le Premier ministre néerlandais Dick Schoof à l'issue d'un sommet européen ce 20 mars.

D'après RIA Novosti, les dirigeants sud-européens espèrent gagner du temps jusqu'au sommet de juin afin de faire plier la Commission. Ursula von der Leyen, de son côté, n'a pas encore donné son appui aux obligations communes, malgré la pression croissante.

Dites-le aux médiums qui prédisent une guerre de la France (et de l'UE) contre la Russie.

Lu. La guerre tout seul : Macron déjà lâché par les Européens

Macron ne propose désormais plus que des «*forces de réassurance*», qui ne «*n'ont pas vocation à être des forces de maintien de la paix*», «*n'ont pas vocation à être des forces présentes sur la ligne de contact*» et «*n'ont pas vocation à se substituer aux armées ukrainiennes*».

En dehors, de Londres, «*quelques États membres*» souhaiteraient y participer, nous assure-t-il pour sauver la face.

Mais vu qu'il n'en cite aucun, il faut comprendre l'Estonie et la Lituanie, les désormais alliés privilégiés de Paris dont la pertinence du virage stratégique sera étudiée pour les siècles à venir.

Évidemment, même en réduisant les troupes occidentales au rang de pots de fleurs, le projet n'a toujours aucune chance d'être validé par les seuls décideurs que sont Moscou et Washington.

Giorgia Meloni écarte l'envoi de troupes en Ukraine et appelle l'Europe à se coordonner avec Washington - RT 28 mars 2025

Le 27 mars, lors d'un sommet européen organisé à Paris en présence de Volodymyr Zelensky, la Première ministre italienne Giorgia Meloni a confirmé que l'Italie ne participerait pas à une éventuelle force militaire en Ukraine. «*Aucune participation nationale à une force militaire sur le terrain n'est prévue*» par Rome, a-t-elle déclaré.

Meloni insiste sur la nécessité d'impliquer Washington dans toute démarche de paix. La dirigeante italienne a exprimé son souhait de voir «*une délégation américaine présente à la prochaine réunion de coordination des alliés européens de l'Ukraine*».

L'Italie, comme la Croatie, s'oppose donc clairement aux ambitions militaires portées par la France et le Royaume-Uni. Le président croate Zoran Milanovic a indiqué que Zagreb «*ne sera pas impliqué en Ukraine sous quelque forme que ce soit*», invoquant l'absence d'un véritable accord de paix et le refus de la Russie.

Eh oui, tout n'est pas possible !

La suppression des ZFE votée par les députés en commission - Le HuffPost 26 mars 2025

Un premier pas contre cette mesure controversée. La commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi de « simplification » a voté ce mercredi 26 la suppression des « Zones à faibles émissions » (ZFE), censées pousser les automobilistes à acheter des véhicules moins polluants, mais décriées par certains politiques qui leur reprochent de pénaliser les ménages les plus modestes.

Au-delà de cette suppression (qui devra être confirmée en séance), Les Républicains ont annoncé une proposition de loi transpartisane signée par cinq groupes et visant à instaurer un moratoire de cinq ans pour l'application de ce dispositif, jugé d'une « faible efficacité écologique ».

La proposition de loi pourrait être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale en mai ou en juin, après un passage en conférence des présidents début avril.

Les panneaux solaires sont-ils toujours rentables ? - LePoint.fr 28 mars 2025

Une baisse drastique du soutien aux installations solaires. Un arrêté publié au Journal officiel ce jeudi 27 mars, et qui entrera en vigueur dès ce vendredi, fixe les nouvelles conditions tarifaires pour le photovoltaïque. Le texte porte sur les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière, d'une puissance installée inférieure ou égale à 500 kilowatts crête (kWc), l'unité de mesure du photovoltaïque.

Concrètement, l'arrêté entérine une diminution de la prime versée par l'État aux particuliers qui souhaitent installer des panneaux solaires. « La prime versée pour l'installation de panneaux sur le toit d'un particulier passe de 660 à 240 euros pour une installation de 3 kilowatts-crête (kWc) », précise l'entourage du ministre Marc Ferracci, dans les colonnes du Parisien.

Le texte prévoit aussi de baisser le tarif de revente du surplus d'électricité des particuliers produit grâce aux panneaux solaires. Selon le quotidien, le tarif de rachat à EDF va passer de « 12,7 à 4 centimes par kilowattheure ». La possibilité de ne faire que de la revente a également été retirée des parcours aidés. LePoint.fr 28 mars 2025

J-C – Le pire dans cette histoire-là, c'est pour tous ceux qui les ont crus aveuglément, ils sont amenés à dire le contraire de ce qu'ils avançaient la veille sans savoir pourquoi et ainsi de suite, on peut facilement les mener à l'abattoir, à croire qu'une guerre est indispensable, utile, souhaitable, et qu'il faut éliminer tous ceux qui s'y opposeraient.

Voilà à quoi mènent toutes ces mystifications ou impostures, à cautionner un régime tyrannique et éventuellement à y participer, car c'est ainsi qu'on doit caractériser un tel procédé.

Ce sont les colonisateurs qui remplissent les prisons. Eux seuls en portent la responsabilité.

Il y aurait en France "*plus de 19.000 détenus étrangers, soit 24,5% de la population carcérale*".
BFMTV 23 mars 2025

Il faut entendre par « *étranger* », une personne qui n'a aucun titre de séjour ou pas de visa.

Ils commencent par piller les richesses de l'Afrique et fomenter des guerres et des guerres civiles, des génocides et des famines, des épidémies, etc. dans un grand nombre de pays au fil du temps, une fois réduits à la pauvreté extrême ou à la précarité, plutôt que survivre dans des conditions abominables et sans espoir d'en sortir un jour, certains parmi ceux qui en ont les moyens financiers tentent d'échapper à ce processus infernal en immigrant en occident par n'importe quel moyen.

Une fois parvenu à destination, les rescapés de cette aventure du désespoir se retrouvent dans une situation toute aussi périlleuse et dangereuse, car là ils cumulent tous les handicaps, au point que certains pèteront un plomb et seront tentés de commettre des délits pour essayer de s'en sortir ou survivre, ce qui les conduira devant un juge et parfois en prison. Ils n'avaient pas imaginé que leur périple prendrait cette tournure dramatique, encore moins qu'il se terminerait par un retour forcé dans leur pays d'origine.

Quand on est né au mauvais endroit et au mauvais moment, dans ce monde infâme et injuste dominé par le capitalisme, on est souvent voué à connaître une vie misérable tout au long de notre existence, à lutter désespérément quotidiennement juste pour survivre ou ne pas crever de faim, j'en suis témoin chaque jour en Inde. Les occidentaux qui constituent une toute petite minorité de la population mondiale l'ignorent ou s'en foutent finalement puisqu'ils ne s'engageront pas à lutter pour mettre fin au capitalisme.

A mes frères et sœurs d'infortune de tous les continents je voudrais adresser le message suivant : Nulle part dans le monde vous ne trouverez l'équivalent de la fraternité et de la solidarité reconfortante qui règnent dans votre pays au sein de votre famille, parmi vos proches ou vos compatriotes, le miracle ou l'Eldorado occidental est un leurre, vous y découvririez une misère que vous ne soupçonnez pas, plus grande que celle que vous auriez quittée et qui vous conduirait à un désespoir encore plus profond dont vous ne vous remettriez jamais, vous valez mieux que cela, tous ceux qui vous connaissent vous le diront, ayez confiance en eux.

Ayez confiance dans votre propre peuple pour supporter et vaincre l'adversité, prenez en mains votre destin en engageant le combat politique pour une société meilleure et plus juste, cela vous procurera plus d'espoir et de satisfaction que vous n'en aviez rêvé ou espéré au cours de votre vie.

Surpopulation carcérale : Darmanin appelle à « repérer » les détenus étrangers expulsables - LePoint.fr 23 mars 2025

Novlangue. Ne dites plus expulsion, dites éloignement.

Gérald Darmanin veut "*l'éloignement systématique des étrangers sortant de prison*" - BFMTV 23 mars 2025

Mes commentaires adressés à différents blogs.

Article : Trump n'est que Bush avec une casquette rouge

Réponse à une lectrice.

- Si vous me permettez, vous baignez en pleine confusion, comme la plupart des gens rassurez-vous, ce qui n'est pas bien grave ou est normal, puisque les différentes représentations idéologiques du capitalisme en arrivent à s'affronter, ce qui rend incompréhensible à la fois leur nature, leur fonction, ainsi que les objectifs qu'elles poursuivent, d'autant plus qu'elles ont tendance à se laisser manipuler par les différents clans de l'oligarchie ou ceux qui tirent les ficelles dans l'ombre, ce qui donne lieu à toute sorte de délires de la part de ceux qui ne le comprennent pas, dont les commentaires ici regorgent.

Quand on interprète la société à partir des classes qui la composent et qu'on tient compte que celle qui détient le pouvoir économique définit la nature sociale de l'Etat, en l'occurrence celle des capitalistes, celle de Trump, à partir de là, sauf à appartenir à la même classe que lui, on n'a absolument rien en à attendre, à attendre des représentants de cette classe, et c'est valable pour ses adversaires qui appartiennent à la même classe que lui.

Par conséquent, en toute conscience politique, je me garderai bien de soutenir l'un ou l'autre, quand bien même il adopterait une mesure progressiste, sachant qu'elle s'inscrirait forcément dans une perspective nuisible ou opposée à mes intérêts de classe, puisqu'il ne peut pas en être autrement, intérêts de classe auxquels seront toujours subordonnés mes intérêts individuels, en ne confondant jamais les deux s'il arrivait qu'ils entrent en conflit.

En procédant méthodiquement de la sorte, on ne risque pas de se tromper de camp et de combat, de se retrouver à partager les idées de nos ennemis ou à manifester la moindre illusion dans leur orientation politique qui demeurera toujours opposée à nos intérêts.

- 99% des articles sont bons à jeter sur le Net.

Sur les réseaux sociaux, où par curiosité je vais voir ce qui se passe, j'ai constaté qu'il y avait de moins en moins de commentaires à la suite des articles qu'ils publiaient, et que les lecteurs qui avaient pris la peine de poster des commentaires argumentés et relativement bien rédigés, avec lesquels on pouvait espérer avoir un véritable échange ou pourquoi pas tisser une relation, donc les plus intéressants, les désertaient rapidement ou disparaissaient du jour au lendemain, pour finalement céder la place à une sorte de club pratiquant l'entre soi ou pire parfois, où on assiste à un concours de stupidités plus débiles les uns que les autres, cette rubrique sombrant dans une médiocrité pitoyable.

Totalitarisme. Propagande hystérique digne du IIIe Reich. L'UE-OTAN en phase de crise aigüe démentielle.

L'UE appelle les citoyens européens à se doter d'une réserve d'urgence de trois jours - RT 27 mars 2025

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'Union en matière de préparation, la Commission européenne demande aux citoyens de l'UE de préparer un kit d'urgence de 72 heures, en référence au conflit en Ukraine. La stratégie prévoit la préparation de la population, la constitution de réserves et l'adoption de mesures défensives en cas de crises.

La Commission européenne a exhorté les citoyens de l'UE à préparer un stock d'équipements et de produits critiques capables de leur fournir tout ce dont ils ont besoin pendant 72 heures en cas de crises, a déclaré le 26 mars la Commissaire européenne à la Gestion des crises, Hadja Lahbib. Selon elle, cette mesure est conditionnée par les «*menaces à la sécurité européenne*», à savoir les guerres, les cyberattaques, le changement climatique et les maladies. Elle vise à garantir que les Européens puissent survivre aux premiers jours d'une éventuelle crise sans aide extérieure.

L'Europe considère toujours la Russie comme une menace pour sa sécurité. Cependant, comme l'a souligné le président russe Vladimir Poutine, Moscou n'a pas l'intention d'entrer en guerre avec les pays européens. Selon lui, ces déclarations visent à effrayer la population européenne, à la détourner de ses problèmes internes et à encourager les pays à augmenter leurs budgets militaires.

Le 26 mars, le Service russe de renseignement extérieur a également indiqué que la Commission européenne entendait donner de la Russie l'image négative d'une «*puissance inférieure*» qui représente une «*menace existentielle*» pour l'Europe. À cet effet, selon le renseignement extérieur russe, l'UE utilise les méthodes de propagande du Troisième Reich, notamment la «*méthodologie de Goebbels*» dont l'une des règles est: «*Plus le mensonge est gros, plus il passe*».

Mystification ou manipulation climatique.

L'arnaque climatique est terminée ? - 22 Mars 2025

<https://www.cielvoile.fr/2025/03/l-arnaque-climatique-est-terminee.html>

Citations de l'article évalué par les pairs :

Notre analyse révèle que les émissions humaines de CO₂, qui ne représentent que 4 % du cycle annuel du carbone, sont éclipsées par les flux naturels, les signatures isotopiques et les données de temps de résidence indiquant une rétention atmosphérique à long terme négligeable.

De plus, les simulations individuelles des modèles CMIP3 (2005-2006), CMIP5 (2010-2014) et CMIP6 (2013-2016) ne parviennent systématiquement pas à reproduire les trajectoires de température et les tendances à l'expansion de la banquise observées, affichant des corrélations (R²) proches de zéro par rapport aux données non ajustées. Une faille critique apparaît dans le recours du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) à une seule variabilité faible.

Reconstruction de l'irradiance solaire totale (TSI), malgré l'existence de 27 modèles alternatifs viables, où les options à plus forte variabilité correspondent étroitement au réchauffement observé, lui-même amplifié par les ajustements de données.

Nous concluons que l'hypothèse du réchauffement climatique anthropique dû au CO₂ manque de fondement empirique, éclipsée par des facteurs naturels tels que les rétroactions de température et la

variabilité solaire, ce qui nécessite une réévaluation fondamentale des paradigmes climatiques actuels.

Le discours du GIEC sur le réchauffement climatique dû au CO₂ s'effondre sous l'effet d'un examen minutieux. Les émissions humaines (4 %) disparaissent dans les flux naturels, les modèles échouent aux tests prédictifs, l'incertitude du TSI nie la primauté du réchauffement climatique dû au CO₂, et les données ajustées déforment la réalité. Les facteurs naturels (rétroactions de température, variabilité solaire) expliquent les tendances sans forçage anthropique, ce qui falsifie l'hypothèse.

L'hypothèse du réchauffement climatique d'origine anthropique au CO₂, formulée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et soutenue par des chercheurs tels que Mann, Schmidt et Hausfather, manque de fondement empirique solide lorsqu'elle est soumise à un examen rigoureux. Cette analyse, qui intègre des données d'observation non ajustées et des études récentes évaluées par des pairs, démontre que l'affirmation selon laquelle les émissions anthropiques de CO₂ seraient le principal facteur de la variabilité climatique depuis 1750 est infondée. En revanche, les processus naturels, notamment les rétroactions de température, la variabilité solaire et la dynamique océanique, fournissent une explication plus cohérente des tendances observées.

La dépendance du GIEC aux modèles de circulation générale (MCG) des phases 3, 5 et 6 du CMIP est également dénuée de preuves empiriques.

Ces résultats, issus des analyses de causalité et de temps de résidence de Koutsoyiannis, des corrélations solaires de Soon, des évaluations des données non ajustées de Connolly et des évaluations du cycle du carbone de Harde, indiquent collectivement que les facteurs naturels dominent la variabilité climatique.

Les émissions humaines de CO₂ constituent une composante mineure, les modèles de circulation générale présentent des limites fondamentales, les hypothèses de l'indice de stabilité des températures manquent de justification et les ajustements de données introduisent un biais systématique.

Ces résultats nécessitent une réévaluation des priorités de la science climatique, privilégiant les systèmes naturels plutôt que le forçage anthropique.

Ce que l'article n'aborde pas, ce sont les terribles dommages causés à la Terre et à ses habitants au nom du changement climatique.

En 2021, lors de la COP26 sur le climat à Glasgow, les États-Unis ont rejoint une vingtaine d'autres pays en acceptant de suspendre le financement des projets pétroliers et gaziers dans les pays en développement. Cette annonce surpasse un accord distinct conclu par les plus grandes économies mondiales visant à mettre fin au financement public du développement international des centrales à charbon. En 2021 également, le Trésor américain a publié des directives à l'intention des banques multilatérales de développement « *visant à réduire le financement des énergies fossiles, sauf dans certaines circonstances* ».

Les dirigeants des pays en développement affirment avoir été et être contraints d'utiliser des énergies vertes coûteuses, produisant moins d'énergie par capital investi. Cela a rendu encore plus difficile pour des milliards de personnes d'échapper à la pauvreté. Le terme utilisé pour ce type de politiques, imposées aux pays en développement par la Banque mondiale, le Forum économique

mondial et les acteurs mondialistes habituels, est désormais connu sous le nom de « *colonialisme vert* ».

Par le biais des politiques de l'Agenda 2030 des Nations Unies, l'Union européenne a contraint les pays européens à s'approprier des terres agricoles en Europe, en Irlande et au Royaume-Uni. Les agriculteurs ont été contraints de cesser leurs activités, ce qui a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires et une variabilité des prix. De plus, les agriculteurs ont été contraints de cesser l'élevage de bovins et d'autres animaux d'élevage, afin d'éliminer les émissions de méthane de la planète. Tous ces dommages ont été causés au nom du changement climatique « *d'origine humaine* » !

Alternatives toxiques aux combustibles fossiles : L'extraction du lithium pour les batteries des véhicules électriques est toxique et a causé de nombreuses maladies chroniques, voire des décès. Les enfants sont souvent utilisés pour extraire le lithium. Les déchets de ces batteries ne sont pas faciles à éliminer. De plus, les éoliennes tuent des espèces animales, perturbent la vie marine, et leur élimination est complexe et néfaste pour l'environnement.

En d'autres termes, il existe des cas où des alternatives existent.

Des sources d'énergie alternatives sont recherchées. Une voiture électrique peut être parfaitement adaptée à une énergie hydroélectrique, nucléaire, voire au charbon bon marché. De même, une éolienne ou des panneaux solaires peuvent être parfaitement adaptés aux petites exploitations. Mais ces choix doivent être des choix, et non des obligations. Ils doivent être régionaux. Il n'existe pas de solution universelle.

Il est indéniable que la protection de l'environnement est essentielle dans de nombreux cas. Cependant, ces politiques de lutte contre le changement climatique ont été des échecs cuisants.

Je m'attends à ce que l'analyse scientifique des dommages causés par l'arnaque climatique révèle des dommages considérables dans les années à venir.

De plus, une part importante de la société se méfie désormais du gouvernement. Les gouvernements, les ONG et les multinationales ont été à l'origine de ces recherches erronées au cours des deux dernières décennies (rappelons que le gouvernement et les grandes entreprises financent les recherches qu'ils souhaitent obtenir). Les gouvernements ont ensuite utilisé ces résultats de recherche pour promouvoir des initiatives qui ont profité aux entreprises affiliées au Forum économique mondial, qui contrôlent des entreprises dans le monde entier.

La fenêtre d'Overton, le contrôle des financements et les processus d'évaluation par les pairs défaillants ont rendu pratiquement impossible pour les scientifiques indépendants de dénoncer la censure et la propagande concernant le « changement climatique d'origine humaine ».

Sous la présidence de Trump, les États-Unis ont une fenêtre d'opportunité pour inverser ces politiques. On ne peut qu'espérer qu'il ne soit pas trop tard. (Là je crois qu'il se fait des illusions, je crois que Trump ne va supprimer aucune source d'énergie, il privilégiera celles qui rapportent le plus en termes de kilowatt/heure et de dollars... - J-C)

<https://www.malone.news/p/the-climate-scam-is-over?>

L'État profond américain à l'œuvre en Serbie et en Turquie.

Vice-Premier ministre serbe : la révolution de couleur en Serbie «orchestrée par l'État profond américain» - RT 23 mars 2025

«*La révolution de couleur en Serbie a été orchestrée par l'État profond américain, le même qui cherche à faire dérailler les initiatives de paix du président Trump, ainsi que par plusieurs services de renseignement européens*», a déclaré le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin à l'agence de presse russe TASS dans un commentaire exclusif.

Le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin a averti que les manifestations dans son pays risquaient de devenir plus radicales dans les prochains jours. Selon lui, la majorité des protestataires sont des patriotes sincères qui aiment leur pays, mais ceux qui les dirigent agissent sous l'influence de l'Occident.

Dans le même temps, Aleksandar Vulin a affirmé que les forces de sécurité serbes disposaient de toute la puissance nécessaire pour défendre le pays. Il a ajouté que, selon ses prévisions, la situation serait totalement maîtrisée une fois le nouveau gouvernement formé.

«*Ces attaques [...] ont un seul objectif : la destruction de la Serbie et l'arrivée au pouvoir des politiciens qui se plieront à toutes les exigences de l'Occident, y compris l'imposition de sanctions contre la Russie*», a-t-il ajouté.

Le 22 mars, Sergueï Choïgou, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie et ancien ministre russe de la Défense, et Aleksandar Vulin se sont rencontrés à Moscou. L'ancien ministre russe de la Défense a salué la détermination de Belgrade à maintenir ses liens avec Moscou en tenant compte la pression exercée par l'Occident. «*Nous apprécions les relations de fraternité qui se sont établies entre nos pays et nos peuples et qui ont passé l'épreuve du temps. Nous saluons l'engagement ferme de Belgrade en faveur du développement de la coopération russo-serbe en dépit de la pression sans précédent exercée par l'Occident. Nous constatons la détermination de votre pays à ne pas s'associer aux sanctions anti-russes*», a-t-il noté.

Turquie : quatrième nuit de protestation consécutive après l'arrestation officielle du maire d'Istanbul - RT 23 mars 2025

Le parquet d'Istanbul a requis en ce matin du 23 mars l'arrestation officielle du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principale figure d'opposition du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) arrêté pour des accusations de «*corruption*» et de «*soutien au terrorisme*». La décision d'inculper et d'emprisonner le maire stambouliote dans l'attente de son procès revient désormais au tribunal.

L'arrestation cette semaine du maire d'Istanbul, la plus grande ville du pays, avait déclenché des mouvements de protestations inédits en Turquie depuis les protestations anti-gouvernementales de 2013. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays afin de protester contre les procédures engagées contre l'opposant turc.

J-C – Rien d'étonnant à ce que Macron et les médias prennent la défense du maire d'Istanbul, et sans doute en chœur tout ce que compte d'opportunistes le mouvement ouvrier qui ne sont jamais en reste.

Incarcération du maire d'Istanbul: la France dénonce une atteinte grave à la démocratie - BFMTV 23 mars 2025

Turquie: Washington exprime ses "préoccupations" face aux arrestations et manifestations après l'incarcération du maire d'Istanbul - BFMTV 26 mars 2025

Conseil de l'Europe : les élus locaux et régionaux appellent à la libération du maire d'Istanbul - Euronews 27 mars 2025

France.

Un Etat policier toujours plus liberticide et répressif.

J-C – Ils haïssent le prolétariat et sa jeunesse qui n'a aucun avenir sous un tel régime despotique. C'est l'Etat qui a créé les conditions de la délinquance, lui seul en porte la responsabilité : Abolition de la Ve République et du capitalisme !

Justice des mineurs : le Sénat vote la comparution immédiate pour les mineurs de plus de 15 ans - Publicsenat.fr 26 mars 2025

Très décriée par les professionnels et la gauche, une procédure de comparution immédiate spécifique aux mineurs, soutenue par le gouvernement, a finalement été rétablie avec les voix centristes, macronistes et d'une majorité du groupe LR: elle concernera des jeunes récidivistes âgés d'au moins 15 ans, pour des faits graves.

Cela va plus loin que la mesure adoptée par les députés, qui ciblait-elle les mineurs d'au moins 16 ans.

Darmanin aurait préféré 13 ans, mais malheureusement ce n'est pas constitutionnel : *« Cet amendement ne me paraît pas constitutionnel, c'est quasiment certain. Que quelqu'un de 13 ans puisse passer en comparution immédiate pour des délits punis de 3 ou 5 ans d'emprisonnement... Cela peut paraître impressionnant comme ça, mais c'est la peine pour de nombreux délits dans le Code pénal. »*

Sanction des parents des délinquants mineurs, dérogations à l'excuse de minorité... En réaction à plusieurs faits divers violents impliquant de plus en plus d'adolescents, Gabriel Attal peut espérer voir le Sénat adopter sa proposition de loi durcissant la justice applicable aux mineurs.

Rivalité en famille. Quand l'extrême droite voudrait « dégauchiser » une officine d'extrême droite. Kashérisation du RN/FN.

Pour Marine Le Pen, le Crif est forcément « de gauche » s'il critique le Rassemblement national - Le HuffPost 25 mars 2025

J-C – Le Crif incarne l'extrême droite sioniste pour le compte de l'oligarchie financière mondialiste, qui l'était dès son origine, mais qui ne peut pas se permettre de s'en prévaloir publiquement. Par conséquent, le Crif doit se démarquer du RN/FN tout en participant à sa normalisation, un exercice périlleux qui va l'amener malgré lui à mettre en lumière ses contradictions et sa véritable nature politique, dont ses opposants ou ennemis pourraient profiter, mais ils n'en feront rien ou ils n'iront jamais au bout de leur analyse par crainte de représailles, tout au plus se feront-ils traiter d'antisémites, accusation à laquelle ils répondront par des vociférations et la polémique en restera là. Chacun ayant joué le rôle qui lui avaient été attribué tout en sauvant les apparences, c'est tout du moins ce qu'ils croient, mais personne n'est dupe à force.

Cette opération pourrait très bien avoir reçu l'aval de l'Etat profond, sachant qu'il instrumentalise l'extrême droite...

Le contexte pour rappel :

Jordan Bardella et Yonathan Arfi, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Yonathan Arfi, se sont mutuellement accusés d'instrumentaliser à des fins politiques la lutte contre l'antisémitisme, alors que le président du Rassemblement national doit se rendre en Israël dans les prochains jours.

Jordan Bardella et sa collègue eurodéputée Marion Maréchal sont invités par le gouvernement israélien à participer à une conférence sur l'antisémitisme les 26 et 27 mars prochain, accompagné par d'autres représentants des partis d'extrême droite européens. 20 minutes/ AFP 24 mars 2025

En réalité, ils sont tout autant racistes et antisémites puisque les Palestiniens sont pour la plupart d'origine sémite, alors que les Israéliens ne le sont pas, comme l'immense majorité des juifs dans le monde. Le juif anti-Arabe ou anti-Palestinien, est de fait antisémite, voilà la vérité que la population doit ignorer. Quand Jordan Bardella et Yonathan Arfi s'accusent mutuellement "*d'instrumentaliser à des fins politiques la lutte contre l'antisémitisme*", on aurait tendance à dire que c'est dans l'ordre des choses, puisqu'ils se livrent à un exercice déguisé d'antisémitisme et rien d'autre, ce qui n'a rien d'extraordinaire de la part d'un juif, voyez Zelensky en Ukraine à la tête d'une armée composée de nazis.

Les sionistes nazis génocidaires ont invité Bardella dans leur camp retranché de la Palestine occupée, dès lors le RN ne pourra plus nier les liens qu'il entretenait avec le courant politique le plus fanatique et criminel du monde depuis l'Allemagne nazi de Hitler, au moment même où le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu a repris le bombardement de Gaza et le massacre délibéré de la population civile palestinienne, une caution en quelque sorte.

Mais surtout les sionistes nazis servent de caution morale à la normalisation aux représentants de l'extrême droite en France. Comment cela ?

En 2013, Louis Aliot, vice-président de RN et ex-compagnon de Marine Le Pen entre 2009 et 2019, assurait que la normalisation du mouvement passait par cette étape : « *C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous. À partir du moment où vous faites sauter ce verrou idéologique, vous libérez le reste* » (20minutes.fr 25.03.2025), ouvrant la voie du pouvoir à l'extrême droite en France si besoin était, pour l'Etat profond j'entends.

Le HuffPost - « *Monsieur Arfi (président du Crif, NDLR) est un homme de gauche. Le Crif est une structure de gauche qui prend des positions en fonction de leurs convictions politiques, plutôt qu'en*

fonction de l'intérêt de nos compatriotes de confession juive », a déclaré ce mardi 25 mars l'élue du Pas-de-Calais dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Elle a appelé au passage les juifs de France à « *dégauchiser* » l'institution issue de la résistance et fondée en 1944.

L'institution présidée par Yonathan Arfi est-elle vraiment une officine gauchiste ? Affiliée au Congrès juif mondial, la structure siégeant rue Broca à Paris s'est surtout distinguée ces dernières années par son soutien indéfectible à la politique menée par Israël, y compris par le gouvernement de Benyamin Netanyahou (classé à l'extrême droite).

Le Crif a par exemple soutenu Donald Trump dans sa volonté de faire de Jérusalem la capitale de l'État hébreu, à rebours du consensus international. Ce qui est (très) éloigné des positions de la gauche sur le sujet. Le Crif a par ailleurs souvent ciblé des organisations de gauche, d'Europe Écologie Les Verts au Parti communiste en passant par La France insoumise. En 2003, son président d'alors Roger Cukierman avait ainsi condamné une alliance « *vert brun rouge* » regroupant « *une extrême droite nostalgique des hiérarchies raciales* » et « *un courant d'extrême gauche, anti-mondialiste, anti-capitaliste, anti-américain, anti-sioniste* ».

L'institution a également compté comme vice-président l'ancien député Meyer Habib, lequel s'est présenté aux dernières élections législatives avec le soutien du... Rassemblement national. Difficile donc de faire du Crif une organisation de gauche. Le HuffPost 25 mars 2025

En complément.

Sous un régime fascisant, l'inversion accusatoire est portée à son comble ou ne connaît plus de limite.

- **Rabbin agressé à Orléans: Bruno Retailleau pointe l'antisémitisme de "l'extrême gauche" - BFMTV 24 mars 2025**

- **"Un antisémitisme d'atmosphère": Bardella dénonce un "péril de l'extrême gauche" après l'agression du rabbin d'Orléans - BFMTV 24 mars 2025**

La conférence internationale sur la lutte contre l'antisémitisme d'Amichaï Chikli et de Natan Sharansky - Réseau Voltaire 27 mars 2025

Amichaï Chikli, ministre israélien des Affaires de la diaspora, a organisé à Jérusalem une conférence internationale sur la lutte contre l'antisémitisme. Il y a invité, Jordan Bardella, président du Rassemblement national français, et Marion Marechal, petite-fille du fondateur du Front national Jean-Marie Le Pen, mais aussi Vox (Espagne), les Démocrates de Suède, le Fidesz (Hongrie), le Parti pour la liberté (Pays-Bas). Il semble que l'ancien président paraguayen, Horacio Cartes (2013-2018), était également présent.

D'où des annulations généralisées, y compris celles des représentants des organisations juives à l'étranger, du président du Congrès juif européen, du grand rabbin des Congrégations hébraïques unies de Grande-Bretagne et du Commonwealth, des présidents de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste et de la Ligue anti-diffamation, ainsi que du tsar de la lutte contre l'antisémitisme en Allemagne.

- Amichaï Chikli est issu d'une famille française. C'est l'adjoint de l'Ukrainien Natan Sharansky, un ancien ministre « *sioniste révisionniste* » et un « *nationaliste intégral* » convaincu. Chikli et Sharansky contrôlent l'ensemble de la propagande israélienne à l'étranger (cf. VAI 1608). Sharansky a commencé sa carrière avec les Straussiens états-uniens et travaille aujourd'hui avec Volodymyr Zelensky. Il est la seule personnalité publiquement engagée à la fois dans les trois groupes fascistes se réclamant de Zeev Jabotinsky (« *sionistes révisionnistes* »), de Léo Strauss (« *straussiens* »/« *néoconservateurs* ») et de Dmytro Dontsov (« *nationalistes intégraux* »/« *bandéristes* »).

- Amichaï Chikli avait engagé plusieurs influenceurs français sur Internet, à l'été 2023, c'est-à-dire avant « *l'opération Déluge d'Al-Aqsa* ». Il avait fait adopter, en Israël, une loi punissant de 5 ans de prison toute contestation de la version officielle des événements du 7 octobre 2023 (cf. VAI 0375). Ses liens avec la droite dure européenne sont établis depuis longtemps.

Tous ceux qui prétendent qu'Israël a « *le droit de se défendre* » sont des monstres de cruauté, car ils cautionnent le massacre de dizaines de milliers de civils innocents hommes, femmes et enfants palestiniens.

Ne lisez pas ces lignes trop vite, s'il vous plaît, gravez-les dans votre cerveau si elles n'y figuraient pas déjà, gardez-les en permanence à l'esprit, et surtout, appliquez-les sans exception à tous ceux qui le méritent, de manière à ce que plus jamais dans l'avenir vous ne soyez tentés d'apporter votre soutien à un acteur ou à un parti politique qui se serait rendu un jour coupable de ce crime abominable, sous peine sinon d'en subir un jour les conséquences, car dans la vie il ne peut pas en être autrement.

Cela dit, il ne s'agit là ni d'un conseil ni d'une leçon, je me garderais bien de juger qui que ce soit, chacun est libre de penser et d'agir à sa guise en connaissance de cause et de l'assumer.

Si en plus ils encouragent l'inflation en France, elle pourrait rapidement concurrencer l'Allemagne des années 30, d'où le discours belliqueux de Macron.

Gouverneur de la Banque de France : la BCE pourrait réduire les taux d'intérêt dans la zone euro - RT 26 mars 2025

La zone euro pourrait connaître de nouvelles étapes d'assouplissement de la politique monétaire, a déclaré François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, dans une interview au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung. Selon lui, la Banque centrale européenne (BCE) pourrait baisser les taux d'intérêt car les tarifs douaniers imposés par le président américain Donald Trump contre les produits européens « *ne devraient pas avoir d'effet inflationniste significatif dans la zone euro* ».

François Villeroy de Galhau a également souligné que le taux d'inflation de 2,3% en février est proche de l'objectif de 2% de la BCE. En même temps, selon le gouverneur de la Banque de France, il y a une « *tendance solide à la désinflation* » dans la zone euro. Il a également souligné qu'en France le taux d'inflation est « *exceptionnellement bien au-dessous de 2%, à 0,9%, en raison d'une forte modération des salaires* ».

Début mars, la Banque de France a revu à la baisse ses prévisions de croissance à 0,7% du PIB, contre une estimation précédente de 0,9% et 1,1% l'année dernière. Pour l'expliquer, l'économiste en chef de la Banque de France a évoqué *«le regain d'incertitude au niveau international et les comportements attentistes face à la situation nationale»*.

La baisse de l'inflation à 1,3% en 2025, soit 1% de moins que l'année dernière, et l'augmentation du pouvoir d'achat qui stimulera la consommation des ménages, ne suffira pas, selon la Banque de France, à compenser la baisse de la croissance du PIB.

Sur qui comptent-ils, devinez ? Les partenaires sociaux.

Dettes : ce que disent les derniers chiffres de l'Insee - Le Point 27 mars 2025

L'Insee a annoncé qu'au quatrième trimestre 2024 la dette de la France atteint 3 305,3 milliards d'euros, soit 113 % du PIB. Un nouveau record, après les 3 300 milliards d'euros au trimestre précédent. Le déficit public, lui, se fixe à 5,8 % du PIB.

« Cet objectif de 5,4 % est très important », a souligné Éric Lombard, quand Amélie de Montchalin estime que cet objectif « doit impérativement être tenu ». « Ça représente en fait un déficit de 163 milliards d'euros, c'est énorme [...], il faut vraiment rapidement qu'on mette fin à ces déficits trop importants », a insisté le ministre de l'Économie. Il a souligné un « changement de méthode ».

Le gouvernement compte ramener le déficit à 5,4 % du PIB en 2025, avant de repasser sous la limite européenne de 3 % en 2029.

« Le dialogue permet de trouver des solutions. [...] On le fait très tôt cette année ; d'habitude, sur le budget, le dialogue commence en septembre, un peu dans l'urgence, au Parlement. Nous, on souhaite que ces propositions soient menées dans le dialogue avec les partenaires sociaux pour qu'on construise un consensus », a ajouté le locataire de Bercy. Le Point 27 mars 2025

J-C – Macron a ajouté 1 000 milliards d'euros de dette publique depuis 2017, à la fois pour engraisser ses parrains ou commanditaires, les milliardaires du CAC40, et parce qu'il craignait que la situation sociale devienne incontrôlable.

Maintenant le temps est venu d'en assumer les conséquences et de passer à la caisse, mais comme la caisse de l'État est vide, il agite la menace d'une guerre avec la Russie pour espérer la renflouer, tandis qu'il sabre tous les budgets sociaux et fait main basse sur l'épargne des Français, qui font face à un dilemme dorénavant qui devrait rapidement être réglé, ils vont refuser son chantage et se mobiliser massivement, pour peu que la classe ouvrière et des pans entiers des classes moyennes parviennent à s'unir contre le gouvernement, dès lors une explosion sociale pourrait intervenir à tout moment, disons que les conditions seraient remplies pour un tel scénario, reste à savoir si elles vont se réaliser ou non. A suivre. Vos réflexions sont les bienvenues, merci.

Santé.

La dystopie biomédicale et sanitaire est bien en marche au sein de l'administration Trump. - Réseau International 26 mars 2025

Le président Trump a nommé le Dr Susan Monarez au poste de directrice du CDC.

Monarez était une ardente défenseuse du port du masque pour les enfants dans les écoles et a continué à promouvoir le vaccin contre la COVID-19 jusqu'en octobre 2024.

Elle prendra le poste du Dr Dave Weldon, dont la nomination a été rejetée par la commission sénatoriale pour ses positions anti-vaxx.

Elle est une experte de la «*médecine prédictive*» (dont les vaccins ARN couplés à l'intelligence artificielle), médecine du futur qui a été annoncée en grande pompe par le projet Stargate (Oracle, Open IA & Softbank) !

Elle est au service du complexe militaro-pharmaceutique, dont la DARPA, pour mettre en place des «*technologies biomédicales et sanitaires révolutionnaires*» !

La dystopie médicale et sanitaire est bien en marche au sein de l'administration Trump !

«*Le président Donald Trump a choisi Susan Monarez comme nouvelle candidate à la tête des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC).* »

Mme Monarez, scientifique dont les travaux précédents portaient sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour améliorer la santé, occupait déjà le poste de directrice par intérim.

Trump a fait cette annonce lundi sur Truth Social. «*Le Dr Monarez apporte des décennies d'expérience en matière d'innovation, de transparence et de systèmes de santé publique solides*», a-t-il écrit.

Trump a également écrit que Monarez travaillerait en étroite collaboration avec le secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, Robert F. Kennedy, Jr.

La Maison-Blanche a brusquement retiré le premier choix de Trump, le Dr Dave Weldon, un ancien membre du Congrès républicain de Floride, juste avant qu'il ne soit convoqué à une audience de confirmation devant la commission sénatoriale de la santé, du travail, de l'éducation et des retraites il y a trois semaines.

La délinquance des industriels du médicament et ses conséquences sur la santé publique par Laurent Mucchielli

Les Cahiers du CEDIMES, ISSN : 2110-6045, 2025, Volume 20, n° 1

Centre méditerranéen de sociologie, de science politique et d'histoire (UMR 7064, CNRS, Aix - Marseille Université & Sciences-Po Aix), France, laurent.mucchielli@protonmail.com

Résumé : Cet article s'efforce de synthétiser l'état de la connaissance scientifique sur la criminalité des industries du médicament, à partir des sources américaines et françaises. Après avoir rappelé les affaires les plus graves survenues depuis les années 1950, et les centaines de milliers de décès et de blessures graves occasionnés aux populations, il détaille les mécanismes de fraude et de corruption pratiqués couramment par ces industries. Il explore également la question des conflits d'intérêt des «*experts*» mobilisés par les agences publiques de sécurité sanitaire, ainsi que le phénomène des «

portes tournantes » qui se cache derrière. L’auteur souligne aussi les failles structurelles de ces agences. Il montre enfin que les sanctions financières dont ces industries sont régulièrement l’objet font partie intégrante de leur modèle économique, de sorte que ce système délinquant ne semble connaître aucune limite dans les sociétés occidentales contemporaines.

https://cahiers.cedimes.com/wp-content/uploads/2025/03/2025_1_08_Les_Cahiers_du_CEDIMES_MUCCHIELLI.pdf?utm_source=brev&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20-%20Mars%202025&utm_medium=email

Extraits.

- Toutes les recherches scientifiques mobilisées dans ce travail parviennent au même constat : le but fondamental de l’industrie du médicament n’est pas de soigner mais de faire un maximum de profits le plus rapidement et le plus longtemps possible, en vendant des médicaments comme on vendrait n’importe quel autre produit de consommation courante, sans aucune dimension éthique, en dissimulant les dommages causés aux populations, et souvent au mépris de lois et de règlements perçus comme des obstacles à la bonne marche du business (Maguet, 2020 ; Abraham, 2023).

- Il y a quelques années, en France, la revue Prescrire avait testé plus de 3 000 nouveaux médicaments introduits par les industriels entre 1984 et 2004, et conclu que seuls 10 % d’entre eux constituaient un progrès thérapeutique (Lexchin, 2006 ; voir aussi Liu et al., 2024). 90 % des nouveaux médicaments n’apportait donc rien, certains constituant même au contraire une menace pour la santé publique. Encore aujourd’hui, la revue Prescrire est contrainte de pallier aux graves carences de la pharmacovigilance française en publiant une liste de 105 médicaments ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché depuis 2010 et « *qui ont une balance bénéfices-risques défavorable dans toutes les situations cliniques dans lesquelles ils sont autorisés* » (Prescrire, 2023). Certains médecins vont même jusqu’à écrire qu’un tiers des médicaments commercialisés en France sont au mieux inutiles, au pire dangereux, provoquant chaque année, pour des raisons diverses, environ 30 000 morts et 120 000 hospitalisations (Debré, Even, 2016)

Russie.

Le Kremlin met en garde contre les déclarations de Macron et la militarisation de l’Europe – RT 23 mars 2025

Lors d’une interview accordée au journaliste russe Pavel Zaroubine, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a vivement critiqué les récentes déclarations d’Emmanuel Macron sur l’éventuelle extension de la dissuasion nucléaire française pour « *protéger l’Europe contre la Russie* ». Il a qualifié ces propos de « *très dangereux* » et dénoncé la militarisation croissante du continent européen.

D’après Dmitri Peskov, l’Europe persiste dans une approche erronée du conflit en Ukraine, préférant accroître ses dépenses militaires et envisager le déploiement de troupes sur le sol ukrainien plutôt que de s’attaquer aux causes profondes du conflit.

«D’une part, l’Europe doit absolument être intéressée par la paix. L’Europe parle désormais de la guerre et de la façon dont elle se militariserait. [...] Il y a un paradoxe : l’Europe, au lieu de

chercher à éliminer les causes profondes du conflit ukrainien, et il est impossible de mettre fin à la guerre sans éliminer les causes profondes du conflit en Ukraine, à l'intention d'ajouter à ces causes profondes les contingents des pays de l'OTAN qui, comme ils le prétendent, pourraient être déployés sur le territoire de l'Ukraine», a-t-il fait remarquer.

Le porte-parole du président russe s'est également interrogé sur la décision des dirigeants européens de consacrer 800 milliards d'euros à la militarisation au lieu d'investir dans les soins de santé ou le développement des infrastructures. Il a rappelé que la priorité de l'Europe devrait être de lever les obstacles aux relations avec la Russie et de favoriser un développement harmonieux sur une base mutuellement bénéfique.

Dmitri Peskov a également exprimé l'espoir qu'à l'avenir, des dirigeants européens dotés d'une véritable vision politique émergeraient et comprendraient l'importance de bon voisinage avec la Russie.

Le porte-parole du Kremlin a également traité la question des relations russo-américaines après l'entrée en fonction de la nouvelle administration à Washington. Il a souligné une nette rupture de cette dernière avec la politique menée par l'administration Biden. Selon lui, la nouvelle approche de Washington est bien plus en phase avec les intérêts de Moscou.

Dmitri Peskov a noté un changement significatif dans la rhétorique américaine sous l'administration Trump, mettant en avant une approche plus axée sur la paix et le dialogue. Contrairement à l'administration précédente, qui privilégiait une posture de confrontation, la Maison Blanche actuelle met en avant des perspectives de négociations et de coopération économique. Cette nouvelle orientation, selon le porte-parole du Kremlin, est perçue à Moscou comme un signal positif, ouvrant la voie à des discussions plus pragmatiques et moins conflictuelles

Il a toutefois insisté sur la faible crédibilité des engagements pris par Kiev, citant les récents bombardements sur les infrastructures énergétiques russes en dépit d'un accord de trêve de 30 jours.
RT 23 mars 2025

J-C – Les Américains souhaitent récupérer la dépouille de l'Ukraine et exploiter les richesses restantes, tandis que les Russes entendent exploiter celles dont regorgent les territoires conquis militairement ou rattachés à la Fédération de Russie lors de précédents référendums, comme chaque fois, ils se partagent le butin de guerre.

Il y en a qui s'en offusquent ou feignent de le découvrir...

Sergueï Lavrov qualifie les autorités de Kiev de «nazis» utilisés par l'Europe pour mener une guerre contre la Russie - RT 24 mars 2025

Le chef de la diplomatie russe affirme que les autorités ukrainiennes sont des « nazis » soutenus et utilisés par l'Europe pour engager une guerre contre la Russie, accusant Kiev de persécuter tout ce qui est russe, notamment la langue et la culture, avec la complicité active des États européens. RT 24 mars 2025

Poutine : l'Europe essaie de duper la Russie - RT 28 mars 2025

La Russie «est prête à travailler sur le règlement du conflit en Ukraine avec l'Europe», mais les pays européens essaient de duper la Russie, a déclaré le président.

«Ils se comportent de manière incohérente et essaient de nous mener par le bout du nez. Ce n'est pas grave, nous y sommes déjà habitués. J'espère que nous ne commettrons aucune erreur fondée sur une confiance excessive en nos prétendus partenaires», a ajouté Vladimir Poutine.

Poutine a également déclaré que la Russie était favorable à la résolution de tous les conflits, y compris du conflit ukrainien, par des moyens pacifiques, mais «pas aux dépens» de la Russie.

Le président a réaffirmé que, puisqu'il n'y a pas eu d'élection présidentielle en Ukraine l'an dernier, les autorités civiles du pays n'ont plus de légitimité. Cela pourrait conduire à ce que des «formations néo-nazies» prennent les commandes du pays.

«Des formations néonazies, comme le bataillon Azov, par exemple, et d'autres, commencent à diriger le pays. La question est de savoir ce que nous devons faire. Comment négocier avec eux ?»
RT 28 mars 2025

Lu.

La Russie s'est classée troisième pour l'année 2024 parmi les économies du G20 connaissant la croissance la plus rapide, écrit l'agence de presse indienne United News of India (UNI). Avec une hausse de 4,1% pour la deuxième année consécutive, l'État russe se retrouve en troisième position, derrière l'Inde, première, avec une croissance de 6,7% (contre 8,8% en 2023), ainsi que la Chine et l'Indonésie qui arrivent ex-aequo en deuxième position avec une croissance de 5% chacune.

La quatrième place revient au Brésil avec une croissance économique de 3,4% pour 2024 (contre 3,2% un an plus tôt), la Turquie ferme le Top 5 avec une croissance de 3,2% (contre 5,1% en 2023). Fait important à noter, dans ledit Top 5 en termes de croissance parmi la vingtaine des économies les plus développées du monde, 4 nations sont membres des BRICS. Les mêmes 4 qui occupent d'ailleurs les quatre premières places dudit classement en termes de croissance économique pour l'année 2024, depuis que l'Indonésie a été acceptée en qualité de membre à part entière de l'organisation au début de cette année.

Tout cela au moment où la part occidentale dans le Top 10 mondial en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat (PIB-PPA) continue et continuera de diminuer, conformément aux prévisions. Pour rappel et à l'issue de l'année 2022, les BRICS alors composés de seulement 5 membres (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) avaient dépassé en termes de PIB combiné le club occidental + Japon du G7.

Et pour revenir précisément à la Russie, le pays le plus sanctionné du monde, à l'issue des trois dernières années, est devenue la quatrième puissance économique mondiale en termes de PIB-PPA, en dépassant d'abord l'Allemagne, puis le Japon. Tout en passant, selon les données de la Banque mondiale de la catégorie «moyenne supérieure» à celle de pays à revenu élevé.

Palestine occupée.

J-C – On ne badine pas avec la démocratie !

Le gouvernement israélien vote à l'unanimité la destitution de la procureure générale - lepoint.fr 23 mars 2025

Le cabinet israélien a approuvé ce dimanche 23 mars la première étape de la procédure visant à limoger Gali Baharav-Miara, jugée hostile au gouvernement.

En début d'année, Baharav-Miara avait demandé au Shin Bet, le service de renseignement intérieur israélien, de se pencher sur des liens suspectés entre des membres du cabinet de Benjamin Netanyahu et le Qatar. Vendredi 21 mars, c'est Ronen Bar, le chef du Shin Bet, qui avait été limogé. Peu après, la Cour suprême israélienne avait gelé cette décision. lepoint.fr 23 mars 2025

Guerre en Ukraine.

Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine évoque l'idée d'une "administration transitoire" sous l'égide de l'ONU - francetvinfo.fr 28 mars 2025

Vladimir Poutine est à l'initiative. Le président russe a évoqué, vendredi 28 mars, l'idée d'une "administration transitoire" pour l'Ukraine, sous l'égide de l'ONU, afin d'organiser une élection présidentielle "démocratique" dans ce pays, puis négocier un accord de paix avec les nouvelles autorités. "On pourrait bien sûr discuter avec les Etats-Unis, même avec les pays européens, et bien évidemment avec nos partenaires et amis, sous l'égide de l'ONU, d'une possibilité de mettre en place en Ukraine une administration transitoire", a déclaré Vladimir Poutine lors d'un déplacement à Mourmansk.

Vladimir Poutine met la pression sur l'Ukraine. Les forces russes ont "l'initiative stratégique" sur toute la ligne de front, assure le président russe. Le maître du Kremlin estime que "le peuple ukrainien lui-même devrait comprendre ce qui passe". francetvinfo.fr 28 mars 2025

J-C - Une élection présidentielle "démocratique" dans un pays dominé par des milices nazies, on a comme un doute ! Ils n'ont trouvé personne qui tienne la route pour mettre à la place de Zelensky, qui ne soit pas corrompu jusqu'à l'os ou qui n'ait pas des liens avec des dirigeants nazis, des oligarques mafieux et criminels, je crois qu'il est là leur problème.

US recherchent nouvelle marionnette pour l'Ukraine - RT 22 mars 2025

Witkoff vient de le déclarer dans une interview à Carlson : ça y est, l'Ukraine est prête, des élections présidentielles y seront organisées. Ainsi, chacun pourra encore quelque temps s'esclaffer sur le départ de Zelensky, la fin de sa présidence, sa perte de pouvoir. Comme si le départ de Zelensky allait mettre un terme à la guerre atlantiste en Ukraine conduite contre la Russie, comme si Zelensky était légitime au moment de son élection formelle, comme si Zelensky exerçait réellement le pouvoir présidentiel en Ukraine, ce pays d'une souveraineté évidemment indiscutable – pour les globalistes.

L'intérêt grandissant des États-Unis pour le processus électoral en Ukraine n'est pas naïf. Ils ne s'intéressent en rien à la «*démocratie ukrainienne*», pas plus aujourd'hui qu'en 1991. Depuis la Révolution orange de 2004, le système politique ukrainien a été fortement déstabilisé (car il restait trop pro-russe) et fut pris en main par les atlantistes, pour être achevé avec le Maïdan en 2014 puisque les manœuvres politiques ne furent pas suffisantes pour créer une rupture dans cet espace vital commun historique. Si les États-Unis avaient eu envie d'y organiser des élections, ils l'auraient fait.

L'élément déclencheur de ce processus politique fut la déclaration de Poutine au début de l'année 2025, mettant en avant les conséquences politico-juridiques de la prolongation de facto du mandat de Zelensky : même si un accord de paix est atteint, il n'y a pas de personne compétente en Ukraine pour le signer. Après quelques grognements outre-atlantistes, la Rada a formellement résolu la question fin février, en s'y prenant à deux fois pour voter une loi très spéciale «*sur la démocratie*» suspendant le processus électoral présidentiel en Ukraine et prolongeant ainsi les pouvoirs de Zelensky jusqu'à la fin du conflit.

L'Occident a besoin d'une marionnette acceptée par la Russie

Mais cela n'est pas suffisant, car la Russie n'accepte plus la personne de Zelensky. Or, les atlantistes ont besoin d'avoir une marionnette acceptée par la Russie, pour signer le document qu'ils auront préparé, si la Russie cède. Ceci est la première raison évidente, Poutine ayant lui-même soulevé la question : avec qui signer un accord de paix ? Il faut donc fabriquer cette «*main signante*». L'administration Biden avait sous-estimé l'aspect formel de la question, puisqu'elle n'envisageait qu'une résolution du conflit s'appuyant sur une victoire militaire. L'administration Trump ouvrant la porte à une résolution du conflit s'appuyant sur une victoire politico-diplomatique, ils ont besoin de restaurer un minimum de formalisme juridique.

Stratégiquement, l'organisation d'élections présidentielles en Ukraine doit mettre la Russie face à un dilemme et cela est le second but de cette opération conduite par les États-Unis. Mis à part le discours présidentiel du 24 février 2022, qui avait mis de l'âme dans le lancement de l'opération militaire spéciale, laissant sous-entendre et espérer une libération des terres du Monde russe, où les Russes sont justement l'objet de persécutions par le pouvoir atlantiste mis en place à Kiev, depuis cela les buts de cette opération militaire restent très flous : qu'en est-il de la démilitarisation et de la dénazification dans la réalité politique de la vision russe de ce conflit ? Cette ambivalence touche également du coup l'image même de la victoire, cette fin du conflit, qui permettrait réellement d'instaurer une paix stratégique.

Le dilemme dans lequel les États-Unis veulent coincer la Russie est très simple et sa simplicité fait son danger :

Soit le changement de figure à la présidence ukrainienne doit entraîner une reconnaissance de la légitimité du pouvoir en Ukraine et donc conduire à la remise en cause de la légitimité de la continuation de l'opération militaire spéciale ; le tout devant par miracle se résoudre par une parodie de combat politique, que la Russie ne peut que perdre puisqu'elle ne contrôle pas ce territoire, à la différence des États-Unis ;

Soit la Russie ne reconnaît pas la légitimité du «*nouveau pouvoir*» fictif en Ukraine, puisque les conditions de véritables élections ne sont pas réunies et que la ligne géopolitique n'en sera pas modifiée, le pays n'en deviendra pas autonome par intervention d'un Deus ex Machina sur la scène politique kiévienne ; alors l'opération militaire spéciale pourra continuer, mais les buts stratégiques

de libération des terres du Monde russe et des hommes y habitant devront alors être ouvertement assumés par le pouvoir russe.

Les États-Unis, et évidemment les atlantistes avec eux, veulent opérer un tour de passe-passe afin de contraindre la Russie à reconnaître la légitimité du pouvoir en Ukraine, tout en contrôlant parfaitement le processus, afin de préserver la même ligne. Pour autant, il ne suffit pas de décréter des élections, pour qu'elles soient réelles.

Depuis 2014, les partis d'opposition ont été interdits en Ukraine. Les opposants ont été poursuivis, persécutés et tués, quand les menaces n'étaient pas suffisantes. Les médias d'opposition ont été repris en main ou fermés.

L'État ukrainien est en faillite depuis sa destruction en 2014

Rappelons que les institutions étatiques ont été détruites : les parlementaires ont été chassés de la Rada pour être remplacés par les commandants du Maïdan et leurs hommes de main ; les programmes de financement du budget ukrainien sont conditionnés à l'adoption de certaines réformes juridiques, de la conduite d'une certaine ligne politique ; les juridictions ukrainiennes sont en faillite, ce que la CEDH a reconnu dans l'arrêt pilote *Burmych vs. Ukraine* en 2017, en affirmant de surcroît qu'elle ne pouvait devenir la Cour suprême ukrainienne ; les rapports de la Cour des comptes de l'UE pointent le niveau de corruption généralisée.

L'État ukrainien est en faillite, il a été détruit en 2014 dans le sens juridique du terme. En effet, si l'on se réfère à Hans Kelsen, le théoricien du droit à la pensée duquel furent nourries des générations d'étudiants en droit en Europe, l'État se définit comme un ordre juridique autonome centralisé et plus ou moins efficace. Nous voyons que l'efficacité de cet ordre juridique est remise en cause sur la scène internationale elle-même, sans même parler de son «*autonomie*», lorsque la politique (et donc la législation, qui la met en place) est décidée en dehors du pays. Or, la souveraineté (cette autonomie de l'ordre juridique) est dans la doctrine constitutionnelle classique reconnue comme étant la qualité de l'État, sa condition d'existence.

Sans souveraineté, l'État comme institution n'existe pas. L'Ukraine comme État n'existe donc pas. Elle est au mieux un protectorat, en réalité elle n'est plus qu'un front, avec une administration locale.

Dans ces conditions, que pourrait changer l'organisation d'élections ?

Rien, car il ne s'agirait que d'une parodie. Le pluralisme, indispensable à tout processus électoral pour que les gens aient réellement un choix à exprimer, ne sera pas rétabli de sitôt. La liberté d'expression, qui doit garantir la sincérité du scrutin, c'est-à-dire du choix exprimé, est impossible tant que le territoire et les populations sont occupés et dominés par les atlantistes.

En ce sens, l'insistance des États-Unis à organiser ces élections présidentielles devant conduire à changer de marionnette n'est qu'une manœuvre de plus, dans cette guerre sans pitié, qui doit conduire la Russie à «*la compromission de trop*» à force de négociations en fait unilatérales, autant qu'au renoncement au Monde russe. Seul cet abandon de soi, alors qu'historiquement la Russie a toujours reconstitué autour d'elle les terres perdues à un détour de l'histoire, pourrait réellement conduire à sa défaite stratégique. Ici, le jeu de l'administration Trump est beaucoup plus vicieux et dangereux que celui joué par l'administration Biden.

Pour renverser la phrase bien connue de Carl von Clausewitz, disons que la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Seule la finalité reste la même.

Totalitarisme. Macron gesticule en chef de guerre impuissant et vaincu opposé à la paix.

Emmanuel Macron refuse les contreparties proposées par Vladimir Poutine à un cessez-le-feu en Ukraine - Le HuffPost 27 mars 2025

En substance, c'est « *non* ». À la veille du sommet qu'il organise à Paris en soutien à l'Ukraine, Emmanuel Macron a annoncé ce mercredi 26 mars une aide militaire supplémentaire de deux milliards d'euros et a affirmé qu'il est « *beaucoup trop tôt* » pour évoquer une levée des sanctions imposées à Moscou. Avec ces deux déclarations, le président de la République ferme la porte aux contreparties réclamées par la Russie de Vladimir Poutine en vue d'un cessez-le-feu partiel de 30 jours.

Le président a d'abord détaillé le contenu du nouveau paquet d'aide militaire français. Il comprend « *des missiles antichar Milan* », « *des moyens de défense aérienne comme des missiles Mica* » qui équipent les avions de chasse Mirage fournis à l'Ukraine, « *des missiles de défense sol-air Mistral* », « *des blindés VAB* », « *des chars AMX-10 RC* », « *de nombreuses munitions dont certaines téléopérées* » et « *des drones* ». Cette aide inclut aussi « *des productions d'équipements en Ukraine* » « *grâce aux partenariats noués avec nos entreprises de défense* », a détaillé Emmanuel Macron.

Ce nouveau coup de pouce militaire est loin d'être anodin. Il intervient quelques jours après que Vladimir Poutine a réclamé à Washington la fin du « *réarmement* » de l'Ukraine et un « *arrêt complet* » de l'aide occidentale avant de pouvoir envisager une trêve « *limitée* » avec Kiev. Le chef de l'État français, qui avait déjà fermement refusé cette demande, vient donc confirmer que le soutien en faveur de l'allié ukrainien resterait inchangé.

Par ailleurs, Emmanuel Macron s'est prononcé sur la levée des sanctions russes mises en place après l'invasion russe en Ukraine en 2022. Là encore, le président a opposé une fin de non-recevoir au maître du Kremlin. Ce dernier avait prévenu mardi que les accords convenus avec les États-Unis sur un cessez-le-feu en mer Noire ne s'appliqueraient qu'« *après* » la levée desdites sanctions. Dans un communiqué précis, le Kremlin a demandé la fin des restrictions sur le commerce de céréales et d'engrais russes, en particulier celles imposées à sa grande banque agricole Rosselkhozbank.

Répondant à Vladimir Poutine au cours d'une prise parole partagée avec son homologue ukrainien ce mercredi soir, le président français a été clair : il est « *beaucoup trop tôt* » pour évoquer une levée des sanctions. Il a même posé sa propre condition à une fin des restrictions, affirmant que cela dépendrait « *du choix de la Russie à se conformer au droit international* ».

En somme, Emmanuel Macron cherche à remettre l'Europe au centre du jeu alors que les États-Unis de Donald Trump et la Russie travaillent main dans la main à un cessez-le-feu en Ukraine, en multipliant les entrevues. Le HuffPost 27 mars 2025

Totalitarisme. Le VRP Macron en mission pour le compte du complexe militaro-industriel français.

Aide à l'Ukraine : Macron va allouer 2 milliards d'euros supplémentaires - RT 27 mars 2025

La France fournira à l'Ukraine une aide militaire supplémentaire d'un montant de 2 milliards d'euros, a déclaré le 26 mars le président français Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse conjointe avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

«J'ai pu annoncer aujourd'hui 2 milliards d'euros supplémentaires de soutien de la France sur le plan militaire à l'Ukraine», a déclaré Macron. «Nous avons préparé une aide supplémentaire avec des missiles antichars Milan, des moyens de défense aérienne comme des missiles MICA qui équipent les Mirages qui ont été livrés, ou encore des missiles de défense solaire Mistral, tenir sur le front, les armées ukrainiennes recevront également des blindés VAM, des chars AMX-10 RC, mais également de nombreuses munitions, dont certaines téléopérées ou des drones». La France et l'Ukraine poursuivront également leur coopération en matière de renseignement. «Et nous avons aussi avancé sur les coopérations en matière satellitaire ou d'intelligence, et ce soutien sera complété également par des productions d'équipements en Ukraine, grâce au partenariat noué avec nos entreprises de défense.» RT 27 mars 2025

L'Ukraine sous potantat de l'impérialisme franco-britannique.

Macron : une mission franco-britannique ira en Ukraine pour travailler au renforcement de l'armée - RT 27 mars 2025

«Le Premier ministre britannique et moi-même, donnons mandat à nos chefs d'État-major des armées pour que l'équipe franco-britannique puisse être déléguée dans les prochains jours en Ukraine», a-t-il déclaré.

Selon Macron, le groupe «travaillera de manière très étroite avec les partenaires ukrainiens pour préparer justement dans tous les domaines ce que sera le format de l'armée ukrainienne de demain». Le président a également ajouté : «ce n'est pas la Russie qui va choisir ce qui se passe sur le territoire ukrainien». RT 27 mars 2025

Serbie.

26 ans après les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie : la Serbie n'oublie pas - RT 24 mars 2025

Le 24 mars marque le triste anniversaire du début de la campagne aérienne de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999. Vingt-six ans plus tard, les conséquences humaines, matérielles et politiques de cette opération résonnent encore en Serbie.

Le 24 mars 1999 à 19h45, les sirènes d'alerte aérienne ont retenti en Yougoslavie, marquant le début d'une campagne militaire inédite menée par l'OTAN sans l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU. L'ordre de lancement de l'opération fut donné par Javier Solana, alors secrétaire général de

l'OTAN, au général américain Wesley Clark. En tout, 19 pays, dirigés par les États-Unis, ont participé à cette offensive de 78 jours.

Selon le ministère serbe de la Défense, cette opération a causé la mort de 2 500 civils, dont 89 enfants, et de 1 031 membres des forces armées et de la police. On compte également plus de 6 000 civils blessés, dont 2 700 enfants, ainsi que 5 173 soldats et policiers. Vingt-cinq personnes sont toujours portées disparues. L'OTAN a mené 2 300 frappes aériennes et largué environ 22 000 tonnes de munitions, dont 37 000 bombes à fragmentation interdites et des projectiles à uranium appauvri.

Les infrastructures du pays ont été gravement touchées. Près de 25 000 bâtiments résidentiels ont été détruits ou endommagés, ainsi que 470 km de routes, 595 km de voies ferrées, 14 aéroports, 19 hôpitaux, 20 centres de santé, 69 écoles et 44 ponts. Le bombardement de la Radio Télévision de Serbie quelques semaines plus tard, le 23 avril 1999, a coûté la vie à 16 personnes.

Mémoire vivante et commémorations en Serbie

À Belgrade, les autorités continuent de rendre hommage aux victimes. Cette année, une cérémonie officielle a été organisée au parc Tasmajdan en mémoire des enfants tués. Le ministre des Affaires étrangères Marko Djuric y a déposé une gerbe au pied du monument représentant Milica Rakic, une fillette de trois ans tuée lors d'un raid aérien. Le monument porte l'inscription : «*Nous étions seulement des enfants*».

Le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin a déclaré : «*Les Serbes ne peuvent et ne veulent pas pardonner à l'OTAN les bombardements de 1999. Leurs mains sont couvertes de sang. Que Dieu leur pardonne, mais les Serbes ne le feront pas*». Selon lui, ces événements marquent «*le dernier grand crime impuni du XXe siècle*».

Une position claire : ni OTAN, ni bloc militaire

Vingt-six ans plus tard, la Serbie réaffirme sa politique de neutralité militaire. «*Nous ne rejoindrons ni l'OTAN, ni l'Organisation du traité de sécurité collective. Nous devons garantir nous-mêmes notre sécurité, aussi difficile cela soit-il*», a déclaré Aleksandar Vulin.

Grande-Bretagne.

Faute de croissance, Londres tranche des milliards de dépense publique - AFP 26 mars 2025

L'organisme public de prévision budgétaire, l'OBR, a réévalué mercredi son estimation de la croissance à 1% en 2025, une baisse significative par rapport aux 2% anticipés fin octobre.

Outre cette économie en berne, le gouvernement travailliste du Premier ministre Keir Starmer doit composer avec les taux d'emprunt élevés de la dette britannique, l'augmentation annoncée des dépenses militaires et les menaces de guerre commerciale de Donald Trump.

Le total de la cure d'amaigrissement détaillée mercredi par Mme Reeves, qui permet de dégager 14 milliards de livres par an d'ici la fin de la décennie, a fait hurler l'opposition conservatrice et suscité des critiques dans sa propre majorité.

Près de 5 milliards par an seront tranchés dans des aides pour les personnes handicapées ou malades, les dépenses publiques subiront un coup de rabot de 6,1 milliards, tandis que les coûts de fonctionnement de l'administration centrale seront réduits de 15% -- avec à la clé la suppression de 10.000 postes de fonctionnaires.

"Je reconnais les difficultés auxquelles (Mme Reeves) est confrontée" mais "les coupes dans les prestations de santé et d'invalidité entraîneront une augmentation de la pauvreté, y compris une pauvreté extrême, ainsi qu'une aggravation des conditions de santé", a prévenu la députée travailliste Debbie Abrahams.

"La chancelière Rachel Reeves a juste fait du rafistolage budgétaire", a affirmé Paul Dales, analyste de Capital Economics, ce qui augure selon lui de "changements plus importants à venir".

"La pression pour augmenter les dépenses de défense et autres ne fera probablement que s'accroître. Et vu l'inquiétude des marchés face à une augmentation des emprunts publics, de nouvelles hausses d'impôts semblent inévitables", a ajouté l'analyste.

Quelques documents complémentaires.

"La guerre est un moyen terrible pour effacer la dette" - Le Figaro 4 novembre 2011

<https://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2011/11/05/01006-20111105ARTFIG00559-la-guerre-est-un-moyen-terrible-pour-effacer-la-dette.php>

La première mondialisation a abouti à 1914-1918. Un siècle plus tard, les mêmes causes produisant les mêmes effets, le temps nous est compté pour repenser l'actuelle globalisation. Et envisager particulièrement nos rapports futurs avec la Chine, explique Jean-Michel Quatrepoint.

Passer la publicité

Alors qu'elle était censée apporter bonheur et prospérité au plus grand nombre, la globalisation a tourné au cauchemar. Comment tout cela nous est-il arrivé ?

Jean-Michel Quatrepoint- Pour le comprendre, il faut d'abord se tourner vers le passé, et regretter que personne n'en ait tiré les leçons. Le monde a connu une première globalisation entre 1850 et 1914, avec le même substrat qu'aujourd'hui : innovation technologique, diminution considérable du coût des transports, émergence de nouveaux pays, notamment les anciennes colonies britanniques : Etats-Unis, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, etc. On a ponctionné les matières premières pour les transformer en Grande- Bretagne, France et Allemagne, ce qui a entraîné un phénomène d'exode rural massif, de paupérisation des paysans, qui sont venus fournir une main-d'œuvre bon marché dans les usines. Parallèlement, certains pays ont beaucoup perdu, particulièrement la Chine, mise en coupe réglée par les Anglais, suivis par les Français, les Américains et les Japonais. Il y eut aussi des sorties de capitaux massives de Grande-Bretagne et de France, tout comme on l'observe aujourd'hui. L'épargne française est allée s'investir à 90 % à l'étranger, notamment en Russie, où elle s'est évaporée, alors que les Britanniques investissaient dans leurs colonies. On retrouve donc les mêmes phénomènes : des enrichissements phénoménaux, des scandales financiers, en même temps qu'un extraordinaire dynamisme. La leçon de tout cela...

C'est la guerre de 1914-1918 ?

Oui. Tel est le paradoxe de la mondialisation, dont on nous expliquait qu'elle rendrait tout conflit impossible, le capitalisme n'y ayant aucun intérêt. Jaurès lui-même y a cru. Les libéraux purs et durs affirment que cette guerre fut le fruit des mesures protectionnistes prises par les Etats, notamment l'Allemagne, qui joua un jeu mercantiliste en développant son pacte social. Bismarck en fut le véritable inventeur, songeant que les possibles excès du capitalisme risquaient d'entraîner une réaction socialiste. D'où la convergence entre patronat et syndicats, qui permit à l'Allemagne de développer son industrie et de prendre progressivement la place des Britanniques. Reste que lorsque l'internationalisme débouche sur le nationalisme, les gens de gauche sont gênés, préférant voir dans cet affrontement un fruit du hasard, pour ne pas entériner les excès de la non régulation de la globalisation. L'effet est pourtant mécanique : quand on ne peut plus régler les problèmes, la seule solution est à la guerre.

Comment éviter que la seconde mondialisation ne débouche aussi sur une catastrophe ?

En rétablissant les grands équilibres. On nous parle d'une crise à la fois financière, sociale et monétaire, sans voir la géométrie dans l'espace. Or, cette crise vient fondamentalement des déséquilibres des balances des paiements, certains Etats accumulant les déficits, tandis que d'autres accumulent les excédents. Entre 2000 et 2010 : 5 600 milliards de dollars de déficit pour les Etats-Unis, à la fois commercial et de paiements courants, autrement dit, le capital part aussi. Alors que, dans le même temps, la Chine amassait plus de 3 000 milliards de dollars. Les déficits des uns étant les excédents des autres, les deux pays se retrouvent désormais liés par une sorte de deal non écrit.

Pouvez-vous expliquer plus en détail ?

Un pacte contre nature entre le Parti communiste chinois et les multinationales anglo-saxonnes s'est noué au cours des années 1980. Les Etats-Unis de Reagan avaient deux ennemis : l'URSS (ennemi idéologique et militaire) et le Japon (industriel et économique). A l'arrivée de Deng Xiaoping, Reagan a obtenu la neutralité tacite des Chinois vis-à-vis de la guerre froide, la contrepartie étant la rétrocession de Hongkong, via Margaret Thatcher.

Or, en 1985, le Japon montait en puissance, usant de la sous-évaluation du yen pour exporter massivement. Il prétendait quasiment apprendre aux Américains à fabriquer des voitures, rachetant Hollywood et le Rockefeller Center, tandis que certains de ses dirigeants se laissaient aller à des déclarations revanchardes. Les Américains n'ont réagi que lorsqu'ils se sont aperçus que les écrans à cristaux liquides nécessaires à leurs avions de chasse F16 étaient en la possession des Japonais, ces derniers exigeant en contrepartie la cession de la technologie des empennages - ce qui leur aurait permis de revenir en force dans l'aéronautique, domaine qui leur était interdit depuis la défaite de 1945. Il y eut donc une vraie stratégie du Pentagone, de la Maison-Blanche et des industriels de la Silicon Valley pour reconquérir le terrain perdu. Washington décida de mettre Tokyo à genoux. En 1985, avec l'aide de la France et de la Grande-Bretagne, les Américains obligèrent le Japon à réévaluer, ce dont il ne se remit jamais. Comme entre-temps Hongkong s'était indexé sur la monnaie américaine, lors de son retour à la Chine, cette dernière bascula ipso facto dans la zone dollar. Ainsi la zone yen projetée par les Japonais ne vit jamais le jour. Les Chinois allèrent voir les multinationales en leur disant de venir produire en Chine, où elles n'auraient pas de risque de change. Et les premiers à se délocaliser furent précisément les groupes japonais, qui accentuèrent d'autant les problèmes de leur pays...

L'indexation du yuan sur le dollar via la rétrocession de Hongkong fut donc un coup de génie ?

Absolument ! Elle était pourtant aisée à prévoir, car Pékin annonce toujours ce qu'il va faire. C'est même une caractéristique. Il suffit de savoir lire les déclarations. Les Chinois ont dit dans les colloques et les réunions internationales que les Américains ne leur referaient pas le coup qu'ils avaient réservé au Japon, d'où leur absolu refus d'une réévaluation substantielle du yuan. Pour eux, c'est vital.

Depuis le début des années 1980, les multinationales anglo-saxonnes ont délocalisé en Chine, pensant prendre un marché de 1,3 milliard d'habitants. Le Parti communiste leur a expliqué que cela ne se passerait pas ainsi : elles pourraient produire avec des partenaires locaux, mais avec un objectif de réexportation et de transfert des technologies. Les multinationales ont accepté, y voyant leur intérêt. D'autant que, dans le même temps, elles ont habilement joué de ce que l'on appelle « l'optimisation fiscale », localisant leurs profits hors des Etats-Unis, mouvement que nous avons connu nous aussi. Les fiscaux occidentaux sont finalement tous allés dans le même sens, en diminuant bien plus fortement les impôts des multinationales, des institutions financières, des hyper-riches, que ceux de la classe moyenne... On en voit les résultats aujourd'hui. Les multinationales engrangent des profits, tandis que les Chinois acquièrent du savoir-faire et de la technologie, tout en engrangeant des recettes à l'exportation qu'ils n'investissent pas suffisamment dans leur consommation. Le danger est que, progressivement, ils ont vocation à tout faire, car ils sont aussi performants que nous, bien loin des clichés que l'on véhiculait encore il y a quelques années, selon lesquels ils n'étaient bons qu'à copier. Désormais, ils inventent et créent. Avec, au surplus, une soif de revanche...

Précisez votre pensée...

Là encore, il faut se tourner vers l'histoire. La Chine a été la première puissance du XVIII^e siècle, avec 35 % du PIB mondial de l'époque. Elle exportait massivement vers l'Europe, mais sans s'ouvrir vers l'extérieur, sécurisant seulement les marches de l'empire. Elle demeurait repliée sur elle-même, se considérant comme le centre du monde. Pourquoi importer des produits quand tout est meilleur chez soi ? Elle vendait massivement du thé à la Grande-Bretagne, au point que cette dernière s'est retrouvée avec un considérable déficit commercial ainsi que de sa balance des paiements, les Chinois exigeant de n'être payés qu'en monnaie d'argent. Métal que les Anglais durent acheter aux Espagnols et aux Japonais - autant d'opérations qui se traduisaient par des sorties de devises. Ne pouvant continuer ainsi, les Britanniques proposèrent divers produits en échange, qui leur furent systématiquement refusés, jusqu'au moment où ils eurent l'idée de vendre de l'opium, qui pouvait intéresser les Chinois pour leurs préparations de pharmacie. Ils se mirent donc à cultiver du pavot au Bengale, à le transformer, à le transporter dans des bateaux jusqu'à Canton. Là, arrosant les douaniers pour passer massivement leurs ballots en contrebande, ils commencèrent à fournir en drogue la noblesse et la bourgeoisie chinoises, lesquelles payaient en monnaie d'argent. Petit à petit, la balance des paiements britannique revint à l'équilibre, au grand dam de l'empereur de Chine, qui voyait fondre ses réserves. Ses élites s'abrutissaient, la corruption de son administration allait croissant, il fit donc quelques représentations à la couronne d'Angleterre, interdit la vente de l'opium, ordonna de brûler des ballots. Le ton monta, au point qu'au printemps 1840, la Grande-Bretagne envoya une armada composée de 16 vaisseaux de ligne, 4 canonnières, 28 navires de transport, 540 canons et 4 000 hommes pour canonner Canton au nom du libre-échange. Ce fut la première guerre de l'opium.

Là s'acheva la puissance de l'empire du Milieu et débuta « le siècle de l'humiliation ». Les Anglais prirent le contrôle du commerce extérieur, imposant des traités léonins avec l'aide des Français et des Américains. Cet épisode, les Chinois ne l'ont pas oublié, d'où leur volonté de revanche. L'humiliation n'ayant cessé qu'en 1949, avec la victoire de Mao Zedong.

Vous voulez dire que, quels que soient ses crimes, Mao leur a rendu leur honneur national ?

Précisément. Il faut bien comprendre que les Chinois sont capitalistes dans l'âme en matière économique, et communistes pour ce qui est de l'organisation de la structure nationale : le Parti possède une hiérarchie où se déroulent d'importants débats internes, il contrôle le pays avec l'Armée rouge, et tous sont hyper-nationalistes. Depuis Deng Xiaoping, force est de constater que la stratégie chinoise a réussi. Elle se décline en cinq phases : 1) Indexation du yuan sur la monnaie mondiale, 70 % des échanges se faisant en dollars, le marché principal étant l'Amérique et l'Europe. 2) Fabrication de produits bas de gamme. 3) Accumulation de réserves. 4) Montée en puissance. 5) Acquisition de nouvelles technologies, avec ciblage sur tous les secteurs industriels - particulièrement ceux de l'avenir comme le photovoltaïque et l'éolien. Nous voici parvenus au dernier stade, celui où les Chinois ont les moyens de racheter des entreprises dans les pays occidentaux pour prendre des positions, parce qu'ils sont bien conscients qu'à terme, il y aura une réaction. En accumulant des réserves dont une part sert à racheter de la dette américaine, ils financent les Etats-Unis et, demain, l'Europe. Tout le monde y a trouvé à peu près son compte, mais le système est désormais à bout de souffle.

Alors, que faire ?

Rétablir les règles d'une concurrence loyale, au besoin par des protections temporaires, négocier une réévaluation du yuan pour rétablir les équilibres, demander aux groupes chinois, comme aux multinationales, de relocaliser de la production sur les territoires européen, américain, voire japonais. Tel est l'enjeu, avec des marges de manœuvre d'autant plus faibles que la sphère financière joue un rôle néfaste, les acteurs des marchés financiers étant les banques qui, par le biais de la spéculation, agissent finalement contre elles-mêmes. Un rééquilibrage et l'accouchement d'un nouveau modèle prennent du temps, or, ce dernier nous est compté. On l'a vu tout dernièrement pour la dette européenne bousculée par la spéculation. Les opinions publiques, ahuries, ne comprennent plus. Cela peut très mal se terminer.

Cela signifie-t-il des risques de guerre ?

La guerre est un moyen terrible pour effacer la dette, faire des moratoires, bloquer les salaires, rebasculer vers une autre économie. C'est ainsi qu'après la dépression des années 1930, l'économie américaine n'est véritablement repartie que vers 1942. Même schéma pour Adolf Hitler qui, en six ans, a fait d'un pays exsangue, à genoux, la première puissance continentale. La seule solution pour éviter cette tragique issue est celle d'une autre mondialisation, où les frontières ne sont pas seulement un obstacle, mais la reconnaissance de l'altérité et du respect de l'autre. On comprend fort bien la position des pays émergents comme la Chine ou l'Inde ou, plus près de nous, celle de l'Allemagne, cette petite Chine de l'Europe, mais il faut qu'ils prennent conscience que paupériser massivement les populations occidentales aboutirait à leur faire perdre leurs clients. La Chine, du reste, commence à avoir des problèmes. Elle pratique un quadruple dumping : monétaire, avec la sous-évaluation du yuan ; environnemental, puisqu'elle produit en émettant un maximum de CO₂, tout en investissant à fond sur les énergies de demain ; un dumping social ; et un dumping en capital dont on parle moins : procurer massivement du crédit pour de nouvelles usines avec un capital qui ne coûte rien est une concurrence déloyale. Les Chinois ont ainsi développé une industrie papetière lourdement équipée et surproductrice qui nettoie ses concurrents mondiaux. Pour autant, cette concurrence déloyale sur l'utilisation du capital aboutit à une bulle de crédit qui nécessite, pour les entreprises qui en bénéficient, une croissance annuelle de 20, 30, 40 % par an afin de rembourser leurs prêts. Si cela baisse un peu, elles sont étranglées et doivent avoir recours au marché parallèle du crédit, dont les taux sont usuraires. D'où un certain nombre de suicides et de départs précipités pour l'étranger de promoteurs et d'industriels chinois. C'est un problème difficile à gérer pour eux

aussi. L'impression générale est qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion de l'économie mondiale et que l'on a mis en branle des mécanismes qu'on ne sait plus réguler.

Ainsi, les catastrophes de l'histoire ne sont-elles que les conséquences des intérêts à court et moyen termes...

C'est tragique. Voyez les grands succès de ces dernières années : Steve Jobs était un génie, à ceci près qu'avec un chiffre d'affaires mondial de 100 milliards de dollars, Apple possède 80 milliards de dollars de cash dans ses caisses qu'il n'investit pas. Idem pour Google et Microsoft. Les premiers groupes américains du secteur ont 220 milliards de dollars de cash qu'ils n'investissent pas. Certains vont racheter leurs propres actions, ou augmenter les dividendes, ce qui ne prépare nullement l'avenir. C'est cela, le capitalisme cannibale. Il se mange lui-même, avec d'un côté, une montagne de cash, et de l'autre, des montagnes de dettes. La morale politique d'un tel état de fait a été clairement envisagée dès l'aube du XIXe siècle : *«Il y a deux manières de conquérir une nation. L'une par l'épée. L'autre par la dette»*, disait John Adams, le deuxième président des Etats-Unis.

Le stade suprême du capitalisme, c'est aussi le narco-capitalisme ! Vive la crise : "Une consommation dopée par la crise" !

« C'est une béquille » : ces salariés qui carburent à la drogue pour tenir - Le Point 24 mars 2025

J-C - Où va la France ? Qui ne connaît pas un Français qui un jour à consommer des psychotropes, des somnifères, qui a consulté un psychanalyste ou un psychologue, une voyante, même parmi des gens qui en apparence avaient la tête sur les épaules mais dans quel état à l'intérieur, rongée par l'anxiété, au bord de la dépression, qui ne savait plus trop où ils en étaient, certains évoquant même le suicide ou passant à l'acte, tandis que d'autres craquaient et devenaient alcooliques ou junkies, des épaves...

Ce n'est pas un phénomène nouveau, j'ai connu cela autour de moi quand j'étais jeune et plus tard. L'obésité et la violence individuelle aveugle en sont aussi des symptômes de nos jours. La société française ressemble de plus en plus à la société américaine fragilisée et dégénérée, car dirigée par un gang sadique de psychopathes dont les pulsions criminelles semblent apaisées uniquement quand ils nuisent au bien-être ou à la santé de la population, cela tombe bien puisque cela s'accorde avec la mission que lui a confiée l'oligarchie financière.

Se soulever, briser ce régime tyrannique, chasser cette racaille malfaisante du pouvoir et exproprier leurs riches commanditaires devrait être l'objectif politique auquel devraient être subordonnées toutes nos luttes... Telle est mon orientation politique que je vous appelle à partager et à faire connaître. Aucune réforme du capitalisme n'est envisageable, aucun compromis, aucune collaboration avec les représentants de ce régime ne doit être admise

A lire plus loin :

Le Point - Le constat est là : travailler ne suffit plus, il faut tenir. Encaisser les heures, les injonctions, les urgences qui s'enchaînent. Rester performant malgré la fatigue, productif malgré l'anxiété. Selon le dernier baromètre d'Empreinte humaine avec OpinionWay, 42 % des salariés français se disent en détresse psychologique. Près d'un sur deux affirme ne pas pouvoir dire non à une tâche supplémentaire, même lorsque la charge est déjà trop lourde. Dans certains secteurs, la

frontière entre implication et surmenage s'estompe. Et avec elle, celle qui séparait encore le recours ponctuel d'un glissement plus profond vers l'aide chimique. Le Point 24 mars 2025

Hallucinant, à l'état normal je précise, je ne consomme plus de cannabis depuis 4 ans et j'ai totalement supprimé l'alcool. Je n'en bois que lorsqu'on m'offre une bouteille de Vodka Smirnoff 2 ou 3 fois par an, une fois la bouteille vide, uniquement de la flotte, agrémentée, jus de fruit, thé vert ou café soluble dégueulasse coupé avec de la chicorée, le café est devenu un luxe en Inde.

J'ai consommé du cannabis à petite dose pendant 40 ans.

Au départ, ce fut une thérapie merveilleuse, littéralement miraculeuse, qui permit de libérer mes facultés cognitives qui étaient bloquées suite au mauvais traitements physiques et psychologiques que j'avais subis tout au long de mon enfance et de mon adolescence, qui avaient fini de faire de moi un jeune homme complètement stupide, ignare au dernier degré, timide, craintif, chiasseux, conformiste, réactionnaire, tout l'inverse de ce que je suis devenu plus tard, en me mettant à lire et à étudier comme un forcené la philosophie, puis les œuvres des marxistes auxquels je dois mon salut, tout ce qui me tombait sous les yeux.

Si le cannabis m'a aidé incontestablement, je dois de m'en être mieux sorti que mes petits camarades de l'époque, uniquement grâce aux connaissances que j'ai acquise pour lutter contre ma crasse ignorance, parce que je voulais à tout prix prendre mon destin en mains, ce qui me conduisit logiquement à m'engager en politique et à militer dans un parti. Si vous vous demandiez encore pourquoi j'ai créé ce blog et ce courant politique, vous avez en grande partie la réponse ici.

Il m'a fallu près de 50 ans pour atteindre un degré de sérénité qui me permet de me passer de drogue et d'alcool pour supporter ou affronter le monde tel qu'il existe aujourd'hui, et continuer le combat politique pour l'émancipation universelle du règne de l'exploitation et de l'oppression.

Qu'on ne compte pas sur moi pour juger ceux qui consomment telle ou telle substance, ni pour conseiller quiconque de s'y adonner, que chacun fasse comme il peut pour s'en sortir, en respectant les autres si possible, c'est préférable, le peut-on réellement sinon, je ne le crois pas, car tout se paie d'une manière ou d'une autre un jour, alors vaut mieux avoir la conscience tranquille pour se supporter soi-même, ainsi que les autres.

« C'est une béquille » : ces salariés qui carburent à la drogue pour tenir - Le Point 24 mars 2025

Cachets de Ritaline, microdoses de LSD, rails de cocaïne : le travail sous stimulants gagne du terrain. Face à la pression et à la peur de décrocher, de plus en plus de salariés misent sur la chimie. Enquête sur une normalisation silencieuse.

La drogue au travail, ce n'est pas nouveau. Longtemps, on l'a imaginée tapie dans les coulisses des agences de pub ou sur les plateaux de tournage, réservée aux créatifs sous pression, aux insomniaques élégants, aux vies qui débordent. Elle était rare, presque romanesque, surgissait à la faveur d'une nuit blanche, d'un bouclage de trop. Elle s'appelait cocaïne, ecstasy, et portait encore les habits de la transgression. Mais depuis quelque temps, elle a changé de visage. Plus discrète, plus régulière, mieux intégrée. Un pochon de poudre dans une poche, une goutte sous la langue, un comprimé avalé entre un café tiède et une visioconférence.

Elle n'est plus l'exception, elle devient une méthode. Silencieuse, fonctionnelle, presque banale. Une réponse chimique à un monde du travail qui pousse à l'endurance plus qu'à l'équilibre, et où il ne

suffit plus d'être bon : il faut être le meilleur. Le mot dopage a glissé, s'est effacé, remplacé par d'autres, plus acceptables : optimisation, concentration, performance. Une glissade sémantique, au service d'une habitude qui s'installe.

La cocaïne, une consommation en plein essor

La première fois que Thomas a pris de la drogue au travail, c'était au début des années 2000. Il était 3 heures du matin, deux plans à finir pour une publicité, une réunion client prévue à 10 heures. Son collègue a sorti un pochon de cocaïne de la poche de son jean, et ils sont allés tracer quelques lignes dans les toilettes. « *Dans la boîte de postproduction où je bossais à l'époque, un dealer passait régulièrement, soit à la pause déjeuner, soit tard le soir, quand les bureaux se vidaient* », raconte-t-il. Rien à voir avec les excès décrits dans 99 Francs ou les romans de Bret Easton Ellis. Pas de luxe tapageur, pas de quête d'euphorie. Comme ses collègues, Thomas cherchait juste à finir à dans les temps.

Aujourd'hui, la poudre blanche s'invite partout. Et les chiffres s'affolent. En 2017, 1,6 % des adultes en avaient consommé dans les douze derniers mois ; aujourd'hui, ils sont près de 3 %. Une hausse qui suit, presque mécaniquement, l'explosion de la production mondiale. Dans la restauration, le phénomène prend une autre ampleur : près d'un employé sur dix a déjà consommé de la cocaïne, soit « *trois fois plus que la moyenne* », alerte l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT).

Juste derrière, les artistes et professionnels du spectacle affichent des chiffres préoccupants : près de 18 %, un taux bien supérieur à celui des autres secteurs. « *La consommation de psychostimulants, comme la cocaïne, est surreprésentée dans les professions où le rythme de travail est très soutenu, où les horaires décalés sont la norme et où l'endurance physique et mentale est mise à rude épreuve* », analyse Ivana Obradovic, directrice adjointe de l'OFDT.

Elle a pour elle une qualité redoutable dans le monde du travail : sa discrétion. Pas d'odeur suspecte, pas de démarche hésitante, pas de propos incohérents. Juste un surplus d'énergie, une aisance sociale accrue, des ressorts devenus indispensables dans certains métiers où l'exigence ne se limite plus à la performance. « *Cette hausse ne me surprend pas, dit Jean-Victor Blanc, psychiatre à l'hôpital Saint-Antoine et enseignant à la Sorbonne. Aujourd'hui, un simple SMS suffit pour être livré en quelques minutes, à moins de 70 euros le gramme.* » Mais derrière cette accessibilité, le danger, lui, gagne en puissance. « *La cocaïne n'a jamais été aussi pure. Et c'est justement ce qui la rend plus dangereuse* », alerte Jean-Victor Blanc. Plus la substance est concentrée, plus l'effet est immédiat, et plus la dépendance s'installe vite. Les dégâts ne sont pas que physiques : troubles anxieux, épisodes dépressifs, désocialisation. Une spirale silencieuse, souvent dissimulée derrière un visage lisse, efficace, performant. Jusqu'au jour où tout craque.

Une nouvelle échappatoire

Après dix ans de consommation régulière, Thomas a fini par décrocher. « *Sur le moment, c'est génial. Mais avec le temps, les descentes sont devenues de plus en plus dures. Je me suis rendu compte que j'étais coincé dans une spirale qui, en réalité, nuisait au travail* », confie-t-il. Après les charrettes, il fallait redescendre : un joint pour calmer l'agitation, parfois de l'alcool pour faire taire l'insomnie. « *Autour de moi, j'ai vu des collègues perdre pied. Certains ont été virés. Plus fiables, plus stables.* »

Comme quelques amis, Thomas a fini par revoir ses usages. Il a troqué la cocaïne pour une autre pratique, plus en vogue dans les milieux créatifs : le microdosage de LSD. Importée des États-Unis,

où elle séduit depuis plusieurs années les cerveaux en surchauffe de la Silicon Valley, la méthode consiste à absorber, sous forme de goutte ou de spray, des quantités infimes de psychédéliques. Juste assez pour stimuler l'imagination, affûter l'attention, sans basculer dans les effets hallucinogènes d'une prise classique. « *Ceux qui se tournent vers le microdosage ne cherchent pas à altérer leur état de conscience, observe Ivana Obradovic. Ils espèrent booster leur capacité d'attention, leur productivité, leur créativité, réduire l'anxiété et le stress.* »

Pour Arthur, le premier confinement a tout déréglé. Une rupture, des journées sans contours, l'anxiété qui monte et ne redescend plus. Il fallait trouver un point d'ancrage, une façon de structurer le temps, de rester debout. Alors, il s'est laissé tenter par le microdosage. « *Ça m'a permis de rester focus sur mon travail, de ne pas trop gamberger, d'avoir l'impression de garder le contrôle* », raconte-t-il. Une habitude glissée dans le quotidien sans vraiment y penser, et qu'il n'a, depuis, jamais totalement abandonnée.

En janvier 2020, Forbes décryptait cette dernière lubie des entrepreneurs de la tech et révélait qu'avec 2 000 dollars en poche, on pouvait même s'offrir les conseils d'un « *coach en hallucinations* ». Sans oublier cette phrase lancée un jour par Steve Jobs à Bill Gates, reprise au fil des années : « *Tu aurais été bien plus créatif si tu avais pris le temps de planer un peu.* » Dans un monde où l'innovation se joue à la seconde et la jeunesse se consomme comme un capital, chacun cherche son raccourci, son levier discret, son accélérateur silencieux pour rester dans la course.

Mais même si, comme Arthur, certains assurent garder le contrôle, même si les doses sont infimes, la pratique n'est pas sans risque. Les effets du microdosage sur le long terme restent flous, peu documentés. Ce que la science commence à montrer, en revanche, inquiète. « *Le LSD entraîne une augmentation du rythme cardiaque et, surtout, il peut précipiter l'apparition de pathologies mentales sous-jacentes* », souligne Ivana Obradovic. Bipolarité, schizophrénie : chez ceux qui portent déjà ces fragilités sans le savoir, la bascule peut être rapide. Silencieuse aussi.

Un usage détourné des médicaments psychostimulants

Si les psychédéliques en microdose intriguent et que la cocaïne continue de circuler dans certains milieux professionnels, une autre catégorie de stimulants s'est imposée, plus discrètement : les smart drugs. Un nom lisse, presque clinique, qui évoque davantage l'optimisation que la dépendance. Ritaline, Adderall, Medikinet, Concerta, Modafinil... À l'origine, ces médicaments étaient prescrits aux enfants diagnostiqués TDAH ou aux patients atteints de narcolepsie. Puis, ils ont lentement quitté les pharmacies pour se glisser dans les cartables d'étudiants, les sacs des stagiaires, les tiroirs des open spaces. Devenus un outil parmi d'autres. Rester concentré, tenir plus longtemps, cocher toutes les cases.

Une pilule qui change tout, l'idée ne date pas d'hier. Le film *Limitless* en a fait un fantasme : un médicament qui transforme un écrivain raté en génie absolu. Lucy a poussé le mythe encore plus loin, Scarlett Johansson débloquent 100 % de ses capacités cérébrales après avoir absorbé une substance expérimentale. Dans la vraie vie, pas de superpouvoirs, pas de visions lumineuses. Mais une promesse séduisante : une concentration affûtée, une fatigue repoussée, une vigilance qui tient jusqu'au bout de la nuit. Juste ce qu'il faut pour rester dans le rythme, sans craquer.

Si les smart drugs font autant parler d'elles, c'est aussi parce qu'elles sont tout simplement plus présentes. La hausse des diagnostics de TDAH s'est accompagnée d'une explosion des prescriptions. En France, selon l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), le nombre de boîtes de Ritaline vendues est passé de 26 000 en 1996 à 220 000 en 2005, puis à plus de

600 000 en 2014. Une progression spectaculaire, reflet d'une meilleure reconnaissance du trouble, mais qui, en filigrane, alimente aussi un marché parallèle plus difficile à cerner.

Difficile de tracer la frontière entre l'usage médical et le détournement. Mais une chose est sûre : ces médicaments circulent bien au-delà des patients à qui ils sont initialement destinés. Une boîte prescrite pour un enfant diagnostiqué devient une ressource partagée entre amis. Un collègue en burn-out se voit recommander une pilule « *testée et approuvée* » par un autre. Le tout dans une forme de normalité désarmante, loin des représentations classiques de la dépendance. « *Aujourd'hui, on manque de données précises sur les consommateurs de médicaments psychotropes en France, regrette Ivana Obradovic. Et même si les ordonnances sont contrôlées et que les autorisations de mise sur le marché sont bien plus strictes qu'aux États-Unis, on sait qu'il existe de nombreux détournements hors prescription médicale.* » Combien exactement ? Impossible à dire.

Une consommation dopée par la crise

Le constat est là : travailler ne suffit plus, il faut tenir. Encaisser les heures, les injonctions, les urgences qui s'enchaînent. Rester performant malgré la fatigue, productif malgré l'anxiété. Selon le dernier baromètre d'Empreinte humaine avec OpinionWay, 42 % des salariés français se disent en détresse psychologique. Près d'un sur deux affirme ne pas pouvoir dire non à une tâche supplémentaire, même lorsque la charge est déjà trop lourde. Dans certains secteurs, la frontière entre implication et surmenage s'estompe. Et avec elle, celle qui séparait encore le recours ponctuel d'un glissement plus profond vers l'aide chimique.

« *Ce n'est pas une drogue, c'est une béquille* », tranche Mathieu, consultant en finance, habitué des nuits écourtées au Modafinil. Un comprimé avant une présentation décisive, une gélule glissée dans la poche en vue d'un déplacement. Des gestes en apparence anodins, intégrés au quotidien, qui transforment peu à peu le corps en outil de production.

« *De plus en plus de salariés se sentent contraints de recourir à ces substances pour affronter un environnement professionnel stressant et toxique, pour ne pas décrocher, observe Jean-Victor Blanc. On accuse la drogue, mais pour comprendre ces usages, il faut aussi regarder du côté du monde du travail.* » Dans certaines entreprises, la prise de stimulants s'inscrit dans une culture où la performance l'emporte sur la santé. « *Dans mon entreprise, la question n'est plus de savoir si les gens prennent des boosters chimiques, mais combien le font, demande Mathieu. Au bureau, on s'échange des boîtes en toute discrétion, on se refille des noms de médecins plus arrangeants, on normalise ce qui, il y a encore quelques années, aurait été impensable.* »

Et c'est assez logique. Au début, tout semble plus simple : les idées fusent, les journées s'étirent, les performances s'enchaînent. Mais cette impression de maîtrise est trompeuse. « *Les premiers effets donnent l'illusion d'un mieux, d'un gain immédiat. Pourtant, c'est une mécanique qui s'épuise vite* », ajoute le psychologue. À mesure que le corps s'adapte, les effets s'estompent. Ce qui fonctionnait hier devient insuffisant. Il faut augmenter les doses, s'assurer que la machine tourne. Certains s'arrêtent à temps. D'autres non. « *Selon une étude menée par des chercheurs de l'université de Cambridge, à long terme, ces substances peuvent finir par produire l'inverse de l'effet recherché, affirme Ivana Obradovic. Temps de réponse allongé, capacité d'attention diminuée, performances cognitives altérées.* »

Une norme discrète

Alors, la consommation de drogues et de stimulants va-t-elle continuer d'augmenter dans les années à venir ? Difficile à dire. Mais les signaux sont là. Une économie sous pression, des tensions

géopolitiques persistantes, des entreprises qui exigent toujours plus de salariés déjà épuisés. « *Les travaux de l'Agence européenne des drogues soulignent qu'en période de récession économique, la consommation de drogues a tendance à augmenter, surtout chez les personnes les plus défavorisées* », rappelle Ivana Obradovic.

Et puis, il y a ce glissement, plus discret, plus insidieux. L'explosion des diagnostics de TDAH, la banalisation des prescriptions, ces comprimés avalés sans y penser, au milieu d'une réunion, entre deux mails. Une habitude qui s'installe, un automatisme qui s'ancre, jusqu'à faire croire que l'on peut corriger sa fatigue comme on soulage une migraine.

Peu à peu, la frontière entre soin et dopage s'estompe. Elle ne disparaît pas, elle s'efface doucement, noyée dans le rythme, rendue floue par l'épuisement. La question n'est peut-être plus de savoir si la consommation va croître, mais jusqu'où elle s'intégrera dans le quotidien. Parce que ce qui relevait hier d'un usage marginal est devenu une norme discrète. Une manière de tenir dans un monde du travail qui semble oublier qu'à force de tirer sur la corde, les corps – comme les esprits – finissent toujours par lâcher. Le Point 24 mars 2025

J-C- C'est « *la corde* » du capitalisme qui va finir par péter, mais elle ne lâchera pas toute seule, il va falloir l'aider, organisons-nous !

A propos de la Gaîté Lyrique.

Par un internaute de droite.

- Le 10 décembre 2024, ~200 jeunes migrants isolés ont investi de force la Gaîté Lyrique, une salle culturelle du 3^e arrondissement de Paris. L'affaire fait grand bruit au point qu'Elon Musk a qualifié l'occupation de « *suicidal empathy* ». Regroupés sous le Collectif des jeunes du parc de Belleville, ils revendiquent un hébergement d'urgence et la reconnaissance de leur minorité légale. Leur nombre double ensuite pour atteindre ~446 occupants fin février, entraînant la fermeture totale du lieu au public.

Ces « *jeunes sans-abri* » fréquentaient déjà la Gaîté Lyrique, où ils se sont rassemblés en fin de journée avant de brandir des banderoles et d'annoncer qu'ils ne partiraient pas. Délogés de leurs campements précaires quelques jours plus tôt, ils occupent ce lieu « *faute de solution d'hébergement proposée par la mairie ou l'État* ». Dépassés par leur propre initiative, les responsables du théâtre constatent l'impasse et alertent les pouvoirs publics, en vain.

« *Il fait zéro degré, nous n'allons pas les mettre dehors* », déclare le porte-parole du théâtre, dénonçant une situation « *indigne et extrêmement choquante [...] en plein Paris* ». Plutôt que « *d'expulser les intrus dans le froid hivernal* », la Gaîté Lyrique suspend sa programmation et laisse les ~300 occupants dormir à même le sol, avec seulement 3 sanitaires disponibles. Rapidement, la situation se dégrade : un incendie éclate le 21 février, nécessitant l'intervention des pompiers, et des agressions et troubles à l'ordre public sont signalés. Les 70 salariés du théâtre exercent leur droit de retrait, jugeant le danger « *grave et imminent* », et la société gestionnaire (Gaîté Lyrique S.A.S) annonce qu'elle quitte les lieux et suspend son contrat avec la Ville de Paris. Même des journalistes venus couvrir l'occupation sont pris à partie : ainsi, un reporter de CNews a été violemment empêché de filmer par des occupants encouragés par des militants, nécessitant une intervention policière. Le média StreetPress (financé par George Soros, des subventions publiques ainsi que des

fonds de l'UE) dont les locaux étaient situés sur place, a dû déménager d'urgence du fait de l'insécurité.

L'ONG SINGA apparaît en coulisses de cette affaire : son directeur n'est autre que Benoît Hamon, ex-ministre socialiste et ex-candidat présidentiel de 2017, qui siège au conseil d'administration de la Gaîté Lyrique. La gouvernance du théâtre est ainsi profondément marquée par l'écosystème associatif parisien : on y retrouve, aux côtés d'Hamon, Vincent Carry (directeur d'Arty Farty), Alizée Lozac'hmeur (cofondatrice de makesense) ou Yannick Lacombe (Arte France). De plus, le porte-parole de la Gaîté Lyrique pendant la crise, David Robert, est aussi le directeur du programme « *J'accueille* » développé par l'association SINGA – un programme dédié à l'accueil de migrants. Autrement dit, des responsables de SINGA pilotent la Gaîté Lyrique, un lieu municipal subventionné, et ont directement géré (ou laissé faire) son occupation par des clandestins.

Benoît Hamon, président de SINGA France et directeur général de SINGA Global depuis 2021, a publiquement pris fait et cause pour l'occupation. Lors d'une conférence de presse, il fustige « l'irresponsabilité de l'État » dans ce dossier, qualifiant le silence des autorités de « *scandale absolu* ». Il accuse le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau de ne pas remplir son devoir de mise à l'abri des mineurs isolés, et salue la « *solidarité* » des salariés du théâtre face aux migrants. Hamon, qui avait quitté la vie politique pour le secteur associatif en 2021, se retrouve ainsi pilier politique de SINGA et caution morale de cette action militante d'extrême-gauche.

Juridiquement, les occupants n'avaient « *ni droit ni titre* » à occuper ce bâtiment public. La préfecture de police de Paris a fini par prendre un arrêté d'expulsion, exécuté le 18 mars 2025 à l'aube, après plus de trois mois de blocage. L'opération mobilise d'importantes forces de l'ordre et donne lieu à 46 interpellations. Depuis décembre, le groupe avait ignoré une décision de justice ordonnant l'évacuation sous 1 mois. Au final, sur ~450 migrants évacués, « *plus de vingt* » ont été placés sous OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) selon les autorités – confirmation que la majorité des occupants étaient en situation irrégulière. Les autres se sont retrouvés à la rue, dispersés dans Paris.

L'affaire fait scandale à Paris. Même la directrice du théâtre, Juliette Donadieu, connue pour sa fibre humaniste (elle « *avait souhaité placer le théâtre au service de personnes en situation de précarité* ») se retrouve dépassée par les événements. Du côté de l'opposition municipale, on dénonce une capitulation des gestionnaires et un gaspillage de fonds publics. Aurélien Véron, élu centriste au Conseil de Paris, fulmine ainsi sur X : *« *10.000 m² squattés depuis le 10 décembre par 300 migrants majeurs avec le soutien de la direction qui dilapide ses 3,2 millions d'euros de subventions. Les Parisiens paieront les pots cassés...* » Autrement dit, c'est le contribuable parisien qui financera la remise en état d'un théâtre dévoyé en camp illégal. Cette polémique alimente une vive critique de la complaisance attribuée à la mairie de Paris et à ses partenaires associatifs.

Créée en 2012, l'ONG SINGA Paris bénéficie d'importants financements publics et privés ainsi que d'un puissant réseau international d'influence. Initialement fondée par Nathanaël Molle, Guillaume Capelle et Alice Barbe —tous distingués par Forbes « *30 Under 30* » et Ashoka— SINGA est devenue une organisation globale présente dans une dizaine de pays grâce à un modèle communautaire et open source. Alice Barbe, en particulier, figure emblématique de SINGA, s'est affirmée dans l'espace public via le programme Obama Foundation Scholar à l'Université Columbia en 2018 et en cofondant l'Académie des Futurs Leaders en 2020, soutenue entre autres par l'Open Society Foundations. L'association dispose également d'un conseil d'administration influent où siègent l'écrivaine Leïla Slimani, représentante personnelle du Président de la République pour la francophonie, et Olivier Lebel, ancien directeur général de la Croix-Rouge française. Ces connexions ouvrent à SINGA un accès privilégié à divers cercles intellectuels,

humanitaires et philanthropiques internationaux. De surcroît, SINGA entretient des partenariats institutionnels solides en France avec divers ministères, le HCR, l'OFII, Pôle Emploi, et des ONG majeures telles que France Terre d'Asile ou le Groupe SOS Solidarités, renforçant ainsi son influence directe sur les politiques migratoires et d'intégration au niveau national et européen. Ces multiples réseaux stratégiques permettent à SINGA de se positionner au cœur des discussions internationales sur l'accueil des migrants, tout en bénéficiant d'une visibilité accrue auprès des décideurs politiques et économiques.

Les montants d'argent public versés à SINGA sont significatifs. Les comptes annuels récents de SINGA Paris font état de 1 025 967 € de "*concours publics et subventions d'exploitation*" en 2021, et encore 931 749 € en 2022. L'association reçoit des financements de l'État (ministères, programmes d'intégration) et des collectivités locales. Par exemple, en 2022 la Ville de Paris lui a octroyé une subvention d'investissement de 55 000 € (et 20 000 € via le département de Paris). SINGA est également soutenue par de grandes entreprises via leurs fondations ou mécénat (citons Monoprix, Mirova, Société Générale... qui figurent parmi ses contributeurs). Précision utile : la masse salariale pour 2023 de l'association présidée par Benoît Hamon est, à quelques milliers d'euros près, identique au montant total des subventions publiques perçues par SINGA en 2022.

Outre les subventions publiques (931 749 €), le reste des fonds d'exploitation reçus par SINGA Paris provient principalement de contributions financières d'organismes privés et de fondations, pour un total significatif de 1 758 370 €. SINGA est également soutenue par de grandes entreprises via leurs fondations ou mécénat (citons Monoprix, Mirova, Société Générale... qui figurent parmi ses contributeurs). En somme, l'ONG vit en grande partie de fonds publics et parapublics.

Voici les principaux contributeurs privés mentionnés explicitement dans les comptes annuels 2022 : Fondation Roi Baudouin : 200 000 € Fondation Entreprendre : 130 000 € Fondation Generali / THSN : 20 000 € + 55 000 € Fondation Erie: 93 333 € Fondation Hermès : 36 000 € Choose Love : 5 887 € Fondation Caritas : 9 849 € Fondation Vinci : 29 738 €, Fondation Gide Pro Bono : 13 000 € ESJ : 10 000 € CEETRUS: 15 000 €

Quant au montant total des dégradations causées par l'occupation illégale de la Gaîté Lyrique, celui-ci n'a toujours pas été communiqué à ce jour.

La majorité des Français sont-ils des nantis qui s'ignorent ? Jusqu'au jour où...

J-C - Ils avaient un revenu de 6 500 euros par mois (par 13, 14 ?), et ils se sont foutus dans la merde. Le fric rend fou et imprudent.

FranceInfo - En 2024, la Banque de France a reçu près de 135 000 dossiers de surendettement, un chiffre en hausse de près de 11% par rapport à l'année précédente. La précarité, mais aussi des accidents de la vie (licenciement, divorce, maladie) sont souvent à l'origine de ces situations.

Sauter des repas, se déplacer le moins possible pour économiser chaque litre d'essence... Depuis la rentrée de septembre, Elvis est passé en mode survie. Cet homme de 41 ans, qui habite dans une caravane près de Cherbourg (Manche), vit avec 400 petits euros par mois. Le reste de son salaire de 1 800 euros part dans les remboursements de ses crédits, tout comme les maigres économies qui lui restent. Elvis n'aurait pourtant jamais imaginé être endetté à hauteur de 33 000 euros.

Employé dans la maintenance du parc nucléaire, il a longtemps travaillé à Flamanville et multiplié les déplacements dans les centrales. Une bonne situation qui lui permettait de bien vivre. *"J'ai eu des moments glorieux, je pouvais toucher 4 500 euros par mois"*, décrit-il. Il y a quelques années, il décide d'acheter une voiture, une caravane et de contracter quelques crédits, notamment pour réaliser des travaux dans sa maison.

Mais son changement d'emploi – il s'inquiétait des conséquences de son exposition régulière aux éléments radioactifs – et un accident du travail de sa femme ont tout changé. *"Je suis redescendu à 1 800 euros, ma femme s'est retrouvée en arrêt avec 1 000 euros par mois contre le double auparavant et tout est devenu plus compliqué. Notre situation financière a créé des conflits"*, admet-il. Le couple a fini par se séparer. (L'histoire ne nous dit pas qui a eu cette idée saugrenue et risquer de s'endetter ainsi, et qui a décidé cette séparation. J'imagine que c'est son épouse puisqu'il s'est retrouvé tout seul comme un con. C'est ce qui m'est arrivé, mais nous n'avions contracté aucune dette. J-C)

Courriers des huissiers et appels des créanciers

Comme Elvis, de nombreux Français éprouvent des grandes difficultés financières. Le nombre de dossiers de surendettement a bondi de 10,8% en 2024 par rapport à 2023, selon les chiffres de la Banque de France, qui a reçu l'an dernier 134 803 dossiers de personnes qui n'arrivent plus à rembourser leurs crédits, leurs loyers ou leurs charges courantes.

Les personnes surendettées se retrouvent dans cette situation pour trois raisons : des fragilités structurelles (individuelles, familiales, sociales et économiques), des accidents de la vie comme la perte d'un emploi, une séparation ou des problèmes de santé et, dans une moindre mesure, des *"comportements budgétaires imprudents"*. Et souvent, ces situations s'entremêlent.

Dans le cadre d'un appel à témoignages, des dizaines de personnes ont raconté à franceinfo leur situation. Pour Gilbert, 61 ans, *"tout allait bien" jusqu'en 2019. Ce chauffeur d'autocar touchait entre 1 800 et 2 500 euros selon les mois, venait de reprendre la maison de sa mère décédée et s'était décidé à emprunter de l'argent pour faire des travaux. "Et un jour, on m'annonce que j'ai un cancer"*, raconte cet habitant des Pennes-Mirabeau, près de Marseille. Depuis, il n'a plus jamais travaillé et touche une pension d'invalidité à peine supérieure au smic.

"Petit à petit, les prélèvements et les mises en demeure se sont accumulés, et je me suis rendu compte que je ne pouvais plus rembourser mes crédits à la consommation. Aujourd'hui, j'ai l'impression d'être sous un rouleau compresseur entre les factures à payer, les courriers des huissiers et les appels des créanciers", concède Gilbert. Le sexagénaire n'a plus payé ses factures depuis novembre et doit actuellement 70 000 euros à ses créanciers.

Cette étudiante en pharmacie de 34 ans, propriétaire d'un petit appartement en Ile-de-France, a décidé de changer de vie après le confinement pour suivre son compagnon à Rouen. Mais le couple s'est séparé, et elle s'est retrouvée à payer un loyer en plus de son crédit immobilier. *"Quand vous êtes au smic et que les mensualités étaient calculées sur un salaire à 2 800 euros, ça coince."*

Pauline se retrouve alors dans une situation inextricable, avec un découvert qui se creuse un peu plus chaque mois. Jusqu'au jour où la banque l'appelle pour bloquer sa carte. *"J'avais déjà des impayés et là, je me suis rendu compte que je ne pouvais même plus me payer à manger. Mes amis ont commencé à me faire des courses, et là, je peux vous assurer qu'on ravale sa fierté"*, se remémore Pauline. Elle s'est tournée vers la Banque de France pour ouvrir un dossier de surendettement. Il a été accepté mi-juillet et ses dettes ont été gelées.

Un plan de redressement sur deux ans lui a été proposé en début d'année, avec l'obligation de vendre son appartement en région parisienne, une situation impensable il y a encore quelques années. *"Lorsque j'ai acheté, j'avais presque 30 ans et je gagnais bien ma vie, je voulais reproduire une norme sociale"*, avoue Pauline, qui ne pensait *"pas avoir le profil pour finir en surendettement"*. Elle a pourtant réalisé *"que cela touchait beaucoup de gens, notamment les classes moyennes sous l'eau à cause d'un crédit"*. FranceInfo 14 mars 2025

J-C – Quand je suis arrivé en Inde, j'avais un tout petit capital. J'en ai placé une partie en banque et l'autre je l'ai prêté à des investisseurs privés pour faire bref, en échange d'intérêt. Durant plus de 10 ans les taux d'intérêt furent très élevés, entre 16 et 36% par an, ce qui me permit de toucher beaucoup d'argent durant cette période, au lieu de le dépenser, je l'ai économisé et placé.

Il fallait tenir pendant 20 ans jusqu'à ma retraite fin 2017, donc j'ai continué de vivre normalement en me privant de certains aliments très chers, par exemple. J'ai acheté un morceau de plage et une toute petite maison en ruine pour une bouchée de pain. A partir de ce moment-là on ne payait plus de loyer. On a fait faire des travaux et on a vécu là pendant 11 ans jusqu'en 2011, soit 7 ans après le tsunami. On l'a revendue sans faire de profit, mais sans perdre d'argent, donc cela avait été tout de même une sorte d'investissement. Puis on a loué une maison avec un jardin dans les terres pendant 3 ans. Le loyer était élevé, donc on a décidé en 2013 d'acheter un terrain et de faire construire une petite maison. Il ne restait plus que 4 ans à tenir avant de percevoir ma retraite, on tenait enfin le bon bout. Je me suis débrouillé pour ne pas dépenser la totalité de l'argent que j'avais reçu de la revente de la maison qu'on avait habité jusqu'en 2011, je parvins à économiser environ un quart.

Depuis on vit modestement, en se privant sur beaucoup de choses qui finalement ne nous manquent pas. On n'a jamais vécu au-dessus de nos moyens, j'ai préféré vivre en-dessous et je ne le regrette pas. On a réussi à s'en sortir honnêtement et intelligemment en vivant à peu près normalement, sans rien demander à personne, sans rien devoir à personne, sans me plaindre de notre condition au regard de la misère qui nous entourait, j'en aurais eu trop honte, j'estime avoir eu un comportement en tout point exemplaire. Comme tout le monde, j'ai fait pour le mieux. Je dois de m'en être bien tiré, au niveau de conscience que j'avais atteint et que je n'ai jamais cessé de cultivé grâce surtout à Marx et Engels, ainsi que tous les penseurs ou philosophes du passé qui m'ont inspiré, je leur suis infiniment reconnaissant.

J'ai oublié de mentionner, que j'avais aussi un peu travaillé comme prof de français pour un salaire misérable inférieur à 80 euros par mois, comme quoi je n'ai jamais été obnubilé par le fric, en revanche, pour avoir connu la grande pauvreté durant mon enfance, cela demeurera ma hantise le restant de mes jours d'y retomber. La guerre à l'ignorance et à la pauvreté, à l'injustice sociale.